

Rapport financier consolidé

Exercice terminé le 31 décembre 2024

ATTESTATION DU TRÉSORIER OU DU GREFFIER-TRÉSORIER SUR LE RAPPORT FINANCIER CONSOLIDÉ

Aux membres du conseil,

Je soussigné(e), Madame Suzy Gagnon, suis responsable de la préparation du Rapport financier consolidé de Ville de Dolbeau-Mistassini pour l'exercice terminé le 31 décembre 2024 et atteste de sa véracité.

[Originale signée]

Signature _____ Date 12 mai 2025

Table des matières

États financiers consolidés audités

Rapport de l'auditeur indépendant ou des auditeurs indépendants	1
État consolidé des résultats	5
État consolidé de la situation financière	6
État consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	7
État consolidé des flux de trésorerie	8
Notes complémentaires aux états financiers consolidés	9
Renseignements complémentaires consolidés	
Informations sectorielles consolidées	
Résultats détaillés par organismes	26
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales par organismes	27
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales par organismes	28
Situation financière par organismes	29
Charges par objets	30
Excédent (déficit) accumulé	31
Avantages sociaux futurs	35

Renseignements financiers consolidés non audités

Analyse des revenus consolidés	42
Analyse des charges consolidées	54

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux membres du conseil de la Ville de Dolbeau-Mistassini,

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Opinion avec réserve

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés de la Ville de Dolbeau-Mistassini (Ville), qui comprennent l'état consolidé de la situation financière au 31 décembre 2024, les états consolidés des résultats, de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) et des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi que les notes complémentaires, y compris le résumé des principales méthodes comptables.

À notre avis, à l'exception des incidences du problème décrit dans la section « Fondement de l'opinion avec réserve » de notre rapport, les états financiers consolidés ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la Ville au 31 décembre 2024, ainsi que des résultats de ses activités, de la variation de ses actifs financiers nets (sa dette nette) et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Fondement de l'opinion avec réserve

La Ville n'a pas mis en application, au 1er janvier 2023, le chapitre SP 3280, « Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations » du Manuel de comptabilité de CPA Canada pour le secteur public ce qui constitue une dérogation aux normes comptables canadiennes pour le secteur public. De ce fait, nous n'avons pas été en mesure d'obtenir des éléments probants suffisants et adéquats afin de déterminer si des ajustements auraient pu s'avérer nécessaires en ce qui concerne les montants à comptabiliser comme passif au titre des obligations liées à la mise hors service des immobilisations ou à d'autres postes des états financiers, ainsi qu'aux informations fournies sur les obligations pour l'exercice terminé le 31 décembre 2024. Cette situation nous conduit donc à exprimer une opinion d'audit modifiée sur les états financiers consolidés de l'exercice considéré.

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers consolidés » du présent rapport. Nous sommes indépendants de la Ville conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à l'audit des états financiers consolidés au Canada, et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit avec réserve.

Observations - Informations financières établies à des fins fiscales

Nous attirons l'attention sur le fait que la Ville inclut dans ses états financiers consolidés certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations, établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH) et présentées aux pages S13, S14 et S23 portent sur l'établissement de l'excédent (déficit) de l'exercice et la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

Responsabilité de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers consolidés

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers consolidés conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers consolidés, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de la Ville à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider la Ville ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de la Ville.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers consolidés

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'elles, individuellement ou collectivement, puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers consolidés prennent en se fondant sur ceux-ci. Dans le cadre d'un audit réalisé conformément

aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

- Nous identifions et évaluons les risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en oeuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- Nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la Ville;
- Nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;
- Nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de la Ville à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers consolidés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener la Ville à cesser son exploitation;
- Nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers consolidés, y compris les informations fournies dans les notes, et apprécions si les états financiers consolidés représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle;
- Nous obtenons des éléments probants suffisants et appropriés concernant l'information financière des entités et activités du groupe pour exprimer une opinion sur les états financiers consolidés. Nous sommes responsables de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit du groupe, et assumons l'entière responsabilité de notre opinion d'audit.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

[Original signé par]

Malette S.E.N.C.R.L., société de comptables professionnels agréés
CPA auditrice, permis de comptabilité publique no A119617
Dolbeau-Mistassini, Canada, le 12 mai 2025

ÉTAT CONSOLIDÉ DES RÉSULTATS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Budget	Réalizations	
		2024	2024	2023
Revenus				
Taxes	1	23 603 838	24 193 146	22 814 322
Compensations tenant lieu de taxes	2	1 619 237	1 634 021	1 550 973
Quotes-parts	3			
Transferts	4	2 685 903	8 699 306	5 234 434
Services rendus	5	3 617 935	3 712 382	3 697 760
Imposition de droits	6	416 695	677 697	589 297
Amendes et pénalités	7	205 000	206 906	239 058
Revenus de placements de portefeuille	8			
Autres revenus d'intérêts	9	230 000	314 786	300 857
Autres revenus	10	11 250	1 051 047	1 722 721
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	11		(134 422)	(34 333)
Effet net des opérations de restructuration	12			
	13	32 389 858	40 354 869	36 115 089
Charges				
Administration générale	14	4 792 541	4 777 692	4 729 085
Sécurité publique	15	4 032 402	4 447 995	4 254 333
Transport	16	5 239 373	7 105 397	6 487 835
Hygiène du milieu	17	6 108 155	7 440 460	6 622 416
Santé et bien-être	18	96 000	82 371	83 764
Aménagement, urbanisme et développement	19	2 014 094	1 764 728	1 763 966
Loisirs et culture	20	6 240 173	7 609 082	7 353 299
Réseau d'électricité	21			
Frais de financement	22	1 290 698	1 184 604	985 178
Effet net des opérations de restructuration	23			
	24	29 813 436	34 412 329	32 279 876
Excédent (déficit) lié aux activités				
Excédent (déficit) accumulé lié aux activités, au début de l'exercice	25	2 576 422	5 942 540	3 835 213
Solde déjà établi	26		98 155 603	94 320 390
Redressement aux exercices antérieurs (note 24)	27			
Solde redressé	28		98 155 603	94 320 390
Excédent (déficit) accumulé lié aux activités, à la fin de l'exercice				
	29		104 098 143	98 155 603

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S13.

ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2024

		2024	2023
ACTIFS FINANCIERS			
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	1 411 999	1 892 031
Débiteurs (note 5)	2	26 339 174	22 870 500
Prêts (note 6)	3		
Placements de portefeuille (note 7)	4		
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5	1 670 590	1 805 012
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 13)	6		
Autres actifs financiers (note 8)	7		
	8	29 421 763	26 567 543
PASSIFS			
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9		
Emprunts temporaires (note 9)	10	2 500 000	3 000 000
Créditeurs et charges à payer (note 10)	11	6 103 131	4 760 713
Revenus reportés (note 11)	12	549 917	694 145
Dette à long terme (note 12)	13	38 443 848	36 880 097
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 13)	14		
Autres passifs (note 14)	15		
	16	47 596 896	45 334 955
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE)	17	(18 175 133)	(18 767 412)
ACTIFS NON FINANCIERS			
Immobilisations corporelles (note 15)	18	119 999 007	115 270 566
Propriétés destinées à la revente (note 16)	19	648 673	648 673
Stocks de fournitures	20	1 001 736	918 666
Actifs incorporels achetés (note 17)	21		
Autres actifs non financiers (note 18)	22	623 860	85 110
	23	122 273 276	116 923 015
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ	24	104 098 143	98 155 603
L'excédent (déficit) accumulé est constitué des éléments suivants :			
Excédent (déficit) accumulé lié aux activités	25	104 098 143	98 155 603
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	26		
	27	104 098 143	98 155 603

Obligations contractuelles (note 19)
Droits contractuels (note 20)
Passifs éventuels (note 21)
Actifs éventuels (note 22)

Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés, lesquelles avec les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Budget	Réalisations	
		2024	2024	2023
Excédent (déficit) lié aux activités	1	2 576 422	5 942 540	3 835 213
Variation des immobilisations corporelles				
Acquisition	2 (	)	10 629 164)	7 685 700)
Produit de cession	3		814 500	
Amortissement	4		4 991 006	4 842 316
(Gain) perte sur cession	5		95 217	
Réduction de valeur / Reclassement	6			
Transfert dans le cadre d'opérations de restructuration	7			
	8		(4 728 441)	(2 843 384)
Variation des propriétés destinées à la revente	9			
Variation des stocks de fournitures	10		(83 070)	76 916
Variation des actifs incorporels achetés	11			
Variation des autres actifs non financiers	12		(538 750)	20 421
	13		(621 820)	97 337
Gains (pertes) de réévaluation nets de l'exercice	14			
Révision d'estimations comptables et autres ajustements	15			
Variation des actifs financiers nets (ou de la dette nette)	16	2 576 422	592 279	1 089 166
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice				
Solde déjà établi	17		(18 767 412)	(19 856 578)
Redressement aux exercices antérieurs (note 24)	18			
Reclassement de propriétés destinées à la revente	19			
Solde redressé	20		(18 767 412)	(19 856 578)
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	21		(18 175 133)	(18 767 412)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

L'état consolidé des gains et pertes de réévaluation n'est pas présenté, car l'organisme ne détient aucun instrument financier évalué à la juste valeur ou découlant d'une opération en devises pour lequel aucun choix n'a été effectué en vertu du paragraphe .19A du chapitre SP 2601 - *Conversion des devises*.

ÉTAT CONSOLIDÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		2024	2023
Activités de fonctionnement			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	5 942 540	3 835 213
Éléments sans effet sur la trésorerie			
Amortissement des immobilisations corporelles (note 15)	2	4 991 006	4 842 316
Autres			
▪ Perte sur cession	3.1	95 217	
▪ Réduction valeur participations dans des entreprises municipales	3.2	197 019	283 650
▪ Quote-part dans les résultats d'un partenariat commercial	3.3	(62 597)	(249 317)
	4	11 163 185	8 711 862
Variation nette des éléments hors caisse			
Débiteurs	5	(3 468 674)	(269 531)
Autres actifs financiers	6		
Créditeurs et charges à payer / Autres passifs	7	1 342 418	12 813
Revenus reportés	8	(144 228)	271 941
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	9		
Propriétés destinées à la revente	10		
Stocks de fournitures	11	(83 070)	76 916
Autres actifs non financiers	12	(538 750)	20 421
	13	8 270 881	8 824 422
Activités d'investissement			
Acquisition d'immobilisations corporelles	14 (	10 629 164) (	7 685 700)
Produit de cession des immobilisations corporelles	15	814 500	
Acquisition d'actifs incorporels achetés	16 ()	(
Produit de cession des actifs incorporels achetés	17		
	18	(9 814 664)	(7 685 700)
Activités de placement			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux			
Émission ou acquisition	19 ()	(
Remboursement ou cession	20		
Autres placements de portefeuille			
Acquisition	21 ()	(
Cession	22		
	23		
Activités de financement (note 4)			
Émission de dettes à long terme	24	10 314 000	3 106 738
Remboursement de la dette à long terme	25 (	8 730 489) (	5 199 027)
Variation nette des emprunts temporaires	26	(500 000)	3 000 000
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	27	(19 760)	73 980
Autres			
▪	28.1		
	29	1 063 751	981 691
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie			
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice	30	(480 032)	2 120 413
Solde déjà établi	31	1 892 031	(228 382)
Redressement aux exercices antérieurs (note 24)	32		
Solde redressé	33	1 892 031	(228 382)
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 4)	34	1 411 999	1 892 031

Éléments sans effet sur la trésorerie (note 23)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

1. Statut de l'organisme municipal

La Ville de Dolbeau-Mistassini est un organisme municipal constitué et régit en vertu de la Loi sur les cités et villes du Québec.

2. Principales méthodes comptables

Base de présentation des états financiers consolidés

Les états financiers consolidés sont dressés conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au Manuel de la présentation de l'information financière municipale au Québec publié par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation. Celles-ci comprennent l'excédent (déficit) de l'exercice à des fins fiscales présenté aux pages S13 et S14 et la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales présentée aux pages S23.

Dans les informations sectorielles et les notes et renseignements complémentaires, l'expression « administration municipale » réfère à la Ville excluant les organismes qu'elle contrôle.

Les principales méthodes comptables sont les suivantes :

A) Périmètre comptable et partenariats

Le périmètre comptable se compose de :

a) Périmètre comptable

Les états financiers consolidés regroupent les comptes de la Ville et de l'organisme qu'elle contrôle. Cet organisme est : Comité des spectacles de Dolbeau-Mistassini (2013) inc.

Les transactions interorganismes et les soldes réciproques sont éliminés.

b) Partenariats

Les organismes périmunicipaux comptabilisés selon la méthode de la consolidation proportionnelle sont : Régie intermunicipale du Parc industriel de MRC Maria-Chapdelaine et Aéroport Lac-Saint-Jean

B) Comptabilité d'exercice

La comptabilisation des transactions est effectuée selon la comptabilité d'exercice.

Utilisation d'estimations

La préparation d'états financiers conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public exige que la direction ait recours à des estimations et à des hypothèses qui ont une incidence sur les montants de l'actif et du passif comptabilisés et sur la présentation des éléments d'actif et de passif éventuels à la date des états financiers, ainsi que sur les montants comptabilisés à titre de produits et de charges au cours de l'exercice. Les résultats réels pourraient différer des résultats estimatifs.

Les principales estimations comprennent la provision pour créances douteuses, la valeur de réalisation nette des propriétés destinées à la revente, la durée d'utilité des immobilisations, les provisions à l'égard des salaires et avantages sociaux, le passif au titre des sites contaminés, le passif au titre des activités de fermeture et d'après-fermeture des décharges contrôlées de déchets solides, les contestations d'évaluation, les réclamations en justice, les hypothèses actuarielles liées à l'établissement des charges et les obligations au titre des avantages sociaux futurs.

C) Actifs financiers

Trésorerie et équivalents de trésorerie

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

La trésorerie et les équivalents de trésorerie de la Ville sont composés de l'encaisse, des dépôts en circulation, du découvert bancaire, des chèques en circulation et des placements temporaires ayant une échéance de trois mois ou moins ou qui peuvent être convertis en tout temps en trésorerie.

D) Passifs

Frais reportés liés à la dette à long terme

Les frais d'émission liés à la dette à long terme sont reportés et amortis selon la méthode linéaire sur la durée de l'emprunt. Le solde non amorti est inclus aux frais reportés liés à la dette à long terme. La dette à long terme est présentée nette de ces frais reportés à l'état de la situation financière.

E) Actifs non financiers

Stocks de fournitures

Les stocks de fournitures comprennent les matériaux, les pièces de rechange, les abrasifs, les produits pétroliers et les fournitures achetés en vue de rendre des services. Les stocks sont comptabilisés au coût, le coût étant déterminé selon la méthode de l'épuisement successif. Les stocks désuets sont radiés des livres.

Propriétés destinées à la revente

Les propriétés destinées à la revente sont comptabilisées au moindre du coût et de leur valeur nette de réalisation, le coût étant déterminé selon la méthode du coût distinct.

Les propriétés destinées à la revente au cours de l'exercice subséquent sont présentées dans les actifs financiers.

Immobilisations corporelles

Les immobilisations sont comptabilisées au coût. L'amortissement des immobilisations est calculé en fonction de leur durée de vie utile, selon la méthode linéaire et les taux suivants :

Infrastructures	2,5 % à 20 %
Bâtiments	2,5 % à 6,67 %
Véhicules	5 % à 33,33 %
Ameublement et équipement de bureau	10 % à 20 %
Machinerie, outillage et équipement divers	10 % à 20 %
Autres	10 % à 20 %

Les immobilisations en cours de développement ne font pas l'objet d'amortissement avant leur mise en service.

La Ville capitalise les frais financiers relatifs aux immobilisations en cours de développement jusqu'à la date d'achèvement des travaux de construction ou d'amélioration.

Les immobilisations reçues sous forme d'apport sont comptabilisées selon une estimation de la juste valeur de l'immobilisation acquise, avec contrepartie aux revenus de l'exercice.

Autres actifs non financiers

Les autres actifs non financiers représentent des débours effectués avant la fin de l'exercice financier pour des services dont la Ville bénéficiera au cours des prochains exercices financiers. Ces frais seront imputés aux charges au moment où la Ville bénéficiera des services acquis.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

F) Revenus

Les revenus de transfert sont comptabilisés dans l'exercice au cours duquel surviennent les faits qui donnent lieu aux transferts, dans la mesure où ils ont été autorisés, que les critères d'admissibilité ont été satisfaits et qu'une estimation raisonnable des montants est possible, sauf lorsque les stipulations de l'accord créent une obligation répondant à la définition d'un passif. Dans un tel cas, le transfert est constaté à titre de passif dans un poste de revenus reportés qui est amorti au fur et à mesure que les stipulations sont rencontrées.

Revenus autres que les revenus de transfert

Les revenus de taxes sont constatés lors du dépôt des rôles de perception initial et spéciaux à la date de l'avis public annonçant le dépôt de ces rôles;

Les compensations tenant lieu de taxes sont comptabilisées lorsqu'elles font l'objet d'une demande de paiement;

Les taxes afférentes aux modifications des rôles d'évaluation sont comptabilisées lors de l'émission des certificats d'évaluateur;

Les revenus de services rendus sont constatés lorsque le service est rendu et qu'il donne lieu à une créance;

Les droits de mutation immobilière sont constatés à la date de l'inscription du transfert par l'officier de la publicité des droits;

Les amendes et pénalités sont constatées au moment où l'assigné plaide coupable, au moment où le délai pour contester l'assignation expire ou au moment où un jugement est rendu par un arbitre ou un tribunal ;

Le revenu de cession d'actifs immobilisés est comptabilisé comme revenu à la date de l'acte de transfert;

Les produits de placement sont comptabilisés en fonction du temps écoulé ou au moment où ils sont acquis au titulaire;

Les dons sont constatés à leur juste valeur dans l'exercice où ils sont attribués par un acte juridique à la date officielle inscrite au document légal;

Les autres revenus sont constatés lorsque tous les risques et avantages inhérents à la propriété ont été transférés aux clients ou lorsque les services sont rendus.

G) Avantages sociaux futurs

La charge correspond aux cotisations versées par l'employeur.

Un passif est constaté dans les créditeurs et frais courus pour des cotisations dues non versées à la fin de l'exercice, de même que pour des cotisations à être versées dans les exercices subséquents relativement à des services déjà rendus.

Le régime enregistré d'épargne-retraite (REER) offert par la Ville est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

H) Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir

Les dépenses constatées à taxer ou à pourvoir correspondent à des charges, à l'exception de l'amortissement, comptabilisées dans l'exercice ou antérieurement qui font l'objet de taxation différée. S'il y a lieu, ce montant est présenté au net du montant des charges dont la comptabilisation est reportée en vertu des normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles l'organisme municipal a choisi de devancer l'imposition de la taxation ou d'une quote-part dans les exercices futurs.

Elles sont créées aux fins suivantes à la suite d'un choix exercé par la Ville et amorties selon les durées indiquées ci-dessous par affectation aux activités de fonctionnement à des fins fiscales.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Financement à long terme des activités de fonctionnement :

Pour la dette à long terme en question :

- au fur et à mesure du remboursement en capital de cette dette;

Pour le fonds d'amortissement associé en contrepartie à cette dette à long terme, le cas échéant :

- au fur et à mesure du service de dette (capital et intérêts) encouru pour cette dette avec fonds d'amortissement.

Éléments présentés à l'encontre des DCTP :

- pour le financement des activités de fonctionnement: au fur et à mesure de l'amortissement des frais reportés liés à la dette à long terme.

I) Instruments financiers

Évaluation des instruments financiers

La Ville évalue initialement ses actifs et passifs financiers à la juste valeur, sauf dans le cas de certaines opérations non conclues dans des conditions de concurrence normale qu'elle évalue au coût.

Elle évalue ultérieurement tous ses actifs et passifs financiers au coût après amortissement, à l'exception des placements dans des instruments de capitaux propres cotés sur un marché actif, qui sont évalués à la juste valeur. Les variations de juste valeur sont comptabilisées dans l'état des gains et pertes de réévaluation jusqu'à ce que les instruments financiers évalués à la juste valeur soient décomptabilisés. À ce moment, le solde cumulé des gains et pertes de réévaluation rattaché à ces instruments est reclassé dans les résultats.

Dépréciation d'actifs financiers

Les actifs financiers évalués au coût sont soumis à un test de dépréciation s'il existe des indications possibles de dépréciation. Le montant de réduction de valeur est comptabilisé aux résultats.

Frais de financement

Les frais de financement relatifs aux instruments financiers qui sont évalués au coût ou au coût après amortissement après leur comptabilisation initiale sont capitalisés à l'encontre de l'instrument financier auquel ils se rapportent. Ils sont amortis selon la méthode du taux d'intérêt effectif sur la durée du financement obtenu.

J) Autres éléments

Affectations

Les affectations représentent des provenances et des utilisations de fonds impliquant les comptes de l'excédent accumulé. Les affectations ne constituent ni des revenus ni des dépenses de fonctionnement.

Contestation de la Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal

Depuis la sanction de la Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal (L.Q.2014, chapitre 15) le 5 décembre 2014, des requêtes introductives d'instance en déclaration d'inconstitutionnalité et en nullité de la loi ont été déposées devant la Cour supérieure du Québec par des associations d'employés.

Dans un jugement rendu le 9 juillet 2020, la Cour supérieure du Québec a déclaré inconstitutionnelles les dispositions relatives à la suspension de l'indexation des rentes des retraités prévues par cette loi. La Cour a cependant déclaré constitutionnelles les dispositions de la même loi visant les participants actifs. Le gouvernement et certaines municipalités ont interjeté appel de la portion du jugement touchant les retraités. Des associations d'employés ont également interjeté appel de la portion du jugement affectant les participants actifs, faisant en sorte que l'ensemble du jugement de première instance est contesté par l'une ou l'autre des parties. L'exécution du jugement est donc suspendue jusqu'à ce que la Cour d'appel du Québec rende sa décision.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Dans un jugement rendu le 10 mai 2023, la Cour d'appel du Québec a rejeté les appels et les appels incidents dans tous les dossiers et, par conséquent, les conclusions du jugement de première instance sont maintenues. Le 11 avril 2024, la Cour suprême du Canada a rejeté toutes les demandes d'appel déposées, ce qui met fin à la première partie du litige.

3. Modification de méthodes comptables

Mise en application du chapitre SP 3400 « Revenus » du Manuel de CPA Canada – Comptabilité pour le secteur public; exercices ouverts à compter du 1er avril 2023

Au cours de l'exercice, la Ville a adopté les exigences du nouveau chapitre SP 3400 « Revenus » du Manuel de comptabilité de CPA Canada pour le secteur public, applicable aux exercices ouverts à compter du 1er avril 2023. Cette norme fournit des indications pour la comptabilisation, l'évaluation et la présentation des revenus qui ne sont pas traités par une autre norme comptable. Elle vient également faire la distinction entre les revenus provenant d'opérations avec obligations de prestation (nommées opérations avec contrepartie) et les revenus provenant d'opérations qui ne comprennent pas d'obligations de prestation (nommées opérations sans contrepartie).

Conformément aux dispositions transitoires, cette nouvelle norme a fait l'objet d'une application prospective et n'a eu aucune incidence sur les montants comptabilisés, la présentation ou les informations à fournir aux états financiers consolidés.

4. Trésorerie et équivalents de trésorerie

	2024	2023
La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de :		
Fonds en caisse et dépôts à vue	1 411 999	1 892 031
Placements à court terme, liquides, exclus des placements de portefeuille	2	
Autres éléments	3.1	
▪		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	4 1 411 999	1 892 031
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (découvert bancaire)	5 ()	()
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice	6 1 411 999	1 892 031
Sommes affectées comprises dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie	7	
Remboursement de la dette à long terme inscrit dans les flux de trésorerie et ayant fait l'objet d'un refinancement au cours de l'exercice	8	

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

5. Débiteurs

		2024	2023
Taxes municipales	9	1 195 347	1 305 333
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	10	386	386
Gouvernement du Québec et ses entreprises	11	22 248 213	18 411 571
Gouvernement du Canada et ses entreprises	12	1 220 331	1 778 175
Organismes municipaux	13		
Autres			
▪ Divers	14.1	1 275 205	1 139 250
▪ Organismes	14.2	399 692	235 785
	15	26 339 174	22 870 500
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	16	15 858 686	15 446 823
Gouvernement du Canada et ses entreprises	17		
Organismes municipaux	18		
Autres tiers	19		
	20	15 858 686	15 446 823
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	21	139 539	142 960
Ventilation du solde des débiteurs du Gouvernement du Québec et ses entreprises			
Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation/SOFIL	22	2 592 850	2 932 096
Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation/Autres	23	8 074 620	8 289 196
Ministère des Transports et de la Mobilité durable	24	4 184 316	4 965 832
Ministère de la Culture et des Communications	25	1 006 900	1 224 100
Autres ministères/organismes	26	6 389 527	1 000 347
	27	22 248 213	18 411 571

Note**6. Prêts**

		2024	2023
Prêts à un office d'habitation	28		
Prêts à un fonds d'investissement	29		
Autres			
▪	30.1		
	31		
Provision pour moins-value déduite des prêts	32		

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

7. Placements de portefeuille

		2024	2023
Évalués au coût ou au coût après amortissement			
Placements à titre d'investissement	33		
Autres placements	34		
Évalués à la juste valeur			
Placements à titre d'investissement	35		
Autres placements	36		
		37	
Sommes affectées comprises dans les placements de portefeuille	38		
Provision pour moins-value déduite des placements de portefeuille	39		

Note**8. Autres actifs financiers**

		2024	2023
Propriétés destinées à la revente (note 16)	40		
Autres			
▪	41.1		
		42	

Note**9. Emprunts temporaires**

Les emprunts temporaires sont garantis par le Ministère des Affaires municipales et de l'habitation.

10. Crédoeurs et charges à payer

		2024	2023
Fournisseurs	43	3 956 283	2 746 947
Salaires et avantages sociaux	44	1 092 947	1 008 063
Dépôts et retenues de garantie	45	666 070	626 075
Provision pour contestations d'évaluation	46		
Autres			
▪ Intérêts courus dette à LT	47.1	285 248	221 587
▪ Autres courus et passifs	47.2	102 583	158 041
	48	6 103 131	4 760 713

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

11. Revenus reportés

		2024	2023
Taxes perçues d'avance	49		
Transferts			
Soutien au rayonnement des régions du Fonds régions et ruralité - Volet 1	50		
Soutien à la compétence de développement local et régional des MRC du Fonds régions et ruralité - Volet 2	51		
Accès entreprise Québec	52		
Programme d'aide d'urgence au transport collectif des personnes	53		
Autres	54.1		
▪	54.1		
Fonds - Réfection et entretien de certaines voies publiques	55		
Fonds parcs, terrains de jeux et espaces naturels	56	17 247	73 566
Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire	57		
Société québécoise d'assainissement des eaux	58		
Fonds de contributions à des travaux ou à des services municipaux	59		
Autres contributions des promoteurs	60		
Fonds de redevances réglementaires	61		
Autres			
▪ Billetterie perçu d'avance	62.1	287 339	432 760
▪ Autres revenus reportés	62.2	245 331	187 819
	63	549 917	694 145

Note**12. Dette à long terme**

	Taux d'intérêt		Échéance			2024	2023
	de	à	de	à			
Obligations et billets en monnaie canadienne	0,90	5,42	2025	2044	64	38 435 800	36 772 000
Obligations et billets en monnaies étrangères					65		
Autres dettes à long terme							
Gouvernement du Québec et ses entreprises					66		
Organismes municipaux					67		
Obligations découlant de contrats de location-acquisition					68		52 494
Autres			2031	2035	69	248 168	275 963
					70	38 683 968	37 100 457
Frais reportés liés à la dette à long terme					71	(240 120)	(220 360)
					72	38 443 848	36 880 097

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

	Obligations et billets		Autres dettes à long terme		Total 2024
	Avec fonds d'amortissement	Sans fonds d'amortissement	Location- acquisition	Autres	
2025	73	3 790 500		27 795	3 818 295
2026	74	3 778 000		27 795	3 805 795
2027	75	3 719 500		27 795	3 747 295
2028	76	3 628 800		27 795	3 656 595
2029	77	3 287 000		27 795	3 314 795
2030 et plus	78	20 232 000		109 193	20 341 193
	79	38 435 800		248 168	38 683 968
Intérêts et frais accessoires	80	()	()	()	
	81	38 435 800		248 168	38 683 968

Note

13. Avantages sociaux futurs

	2024	2023
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) des régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	82	
Actif (passif) des régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	83	
	84	
Charge de l'exercice		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	85	
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	86	
Régimes à cotisations déterminées	87	
Autres régimes (REER et autres)	88	642 284
Régimes de retraite des élus municipaux	89	14 143
	90	656 427
		606 326
		15 420
		621 746

Se référer à la section « Renseignements complémentaires » pour plus de détails.

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

14. Autres passifs

	2024	2023
Assainissement des sites contaminés	91	
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations	92	
Autres		
▪	93.1	
	94	
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations au début de l'exercice	95	
Passifs engagés	96	
Passifs réglés	97 ()(
Charge de désactualisation ¹	98	
Révisions des estimations de flux de trésorerie	99	
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations à la fin de l'exercice	100	

1. La charge de désactualisation est le montant correspondant à l'augmentation de la valeur comptable d'une obligation liée à la mise hors service d'une immobilisation, qui est attribuable à l'écoulement du temps.

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

15. Immobilisations corporelles

		Solde au début	Addition	Cession / Ajustement	Solde à la fin
COÛT					
Infrastructures					
Eau potable	101	8 300 316	1 660 023		9 960 339
Eaux usées	102	23 176 064	2 757 006		25 933 070
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	103	28 951 253	1 901 485		30 852 738
Autres					
▪ Autres infrastructures	104.1	54 708 355	184 310		54 892 665
Réseau d'électricité	105				
Bâtiments	106	63 600 944	701 587	1 219 252	63 083 279
Améliorations locatives	107				
Véhicules	108	3 802 082	494 945		4 297 027
Ameublement et équipement de bureau	109	4 565 890	160 645	1 719	4 724 816
Machinerie, outillage et équipement divers	110	16 142 510	941 687	6 742	17 077 455
Terrains	111	5 270 457	55 599	13 565	5 312 491
Autres	112	909 523			909 523
	113	209 427 394	8 857 287	1 241 278	217 043 403
Immobilisations en cours	114	7 310 511	1 771 877		9 082 388
	115	216 737 905	10 629 164	1 241 278	226 125 791
AMORTISSEMENT CUMULÉ					
Infrastructures					
Eau potable	116	4 836 856	184 643		5 021 499
Eaux usées	117	13 016 161	508 218		13 524 379
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	118	6 055 785	602 723		6 658 508
Autres					
▪	119.1	41 566 002	1 272 472		42 838 474
Réseau d'électricité	120				
Bâtiments	121	18 317 235	1 340 982	325 739	19 332 478
Améliorations locatives	122				
Véhicules	123	1 363 196	185 845		1 549 041
Ameublement et équipement de bureau	124	3 719 297	149 945	430	3 868 812
Machinerie, outillage et équipement divers	125	11 683 284	746 178	5 392	12 424 070
Autres	126	909 523			909 523
	127	101 467 339	4 991 006	331 561	106 126 784
VALEUR COMPTABLE NETTE	128	115 270 566			119 999 007
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition inclus dans les immobilisations corporelles					
Coût	129				
Amortissement cumulé	130	()	()	()	()
Valeur comptable nette	131				

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

16. Propriétés destinées à la revente

		2024	2023
Immeubles de la réserve foncière	132		
Immeubles industriels municipaux	133		
Autres	134	648 673	648 673
	135	648 673	648 673
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 8)	136		
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste « Propriétés destinées à la revente »	137	648 673	648 673

Note**17. Actifs incorporels achetés**

		Solde au début	Addition	Cession / Ajustement	Solde à la fin
COÛT					
▪	138.1				
	139				
AMORTISSEMENT CUMULÉ					
▪	140.1				
	141				
VALEUR COMPTABLE NETTE	142				

Note**18. Autres actifs non financiers**

		2024	2023
Frais payés d'avance			
▪ Frais payés d'avance	143.1	623 860	85 110
Autres			
▪	144.1		
	145	623 860	85 110

Note**19. Obligations contractuelles****Commission Scolaire du Pays-des-Bleuets**

La Ville a accordé un crédit de taxes d'un montant de 225 000 \$. Le paiement s'effectuera au même rythme que l'encaissement par la Ville de la compensation tenant lieu de taxes générée par la construction du nouveau gymnase de l'école Notre-Dame-des-Ange. La Ville s'est également engagée en prestation de services relativement à l'utilisation de la salle de spectacle. Cette entente représente une valeur de 150 000 \$ et sera échelonnée sur une période de 10 ans et révisée à chaque année.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

20. Droits contractuels**Programme de subvention**

Dans le cadre d'un programme de subvention sur les infrastructures, les gouvernements du Québec et du Canada se sont engagés à verser une somme de 4 195 983 \$ à la Ville pour des travaux admissibles. La Ville doit également investir 1 704 567\$ dans ces travaux. À la date des états financiers, aucun montant n'a été comptabilisé à titre de revenu. Le solde de 4 195 983 \$ demeure donc disponible pour des travaux futurs.

21. Passifs éventuels

S.O.

A) Cautionnements et garanties

Description	Montant initial des cautions	Solde des cautionnements	
		2024	2023
Emprunts temporaires			
▪	146.1		
	147		
Dettes à long terme			
▪ Corporation Colombienne Jean Dolbeau Inc.	148.1	325 000	250 000
	149	325 000	250 000
	150	325 000	250 000

S.O.

B) Auto-assurance

S.O.

C) Poursuites

S.O.

D) Autres

S.O.

22. Actifs éventuels

S.O.

23. Éléments sans effet sur la trésorerie

S.O.

24. Redressement aux exercices antérieurs

S.O.

25. Données budgétaires

L'état consolidé des résultats et l'état consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) ne comportent pas de comparaison avec des données budgétaires consolidées. Un budget consolidé n'a pu être constitué faute des renseignements nécessaires pour pouvoir le faire, l'organisme contrôlé n'ayant pas adopté de budget.

Une comparaison avec le budget non consolidé adopté par l'administration municipale est présentée dans les informations sectorielles.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024**26. Instruments financiers****Gestion des risques liés aux instruments financiers**

Dans le cours normal de ses activités, la Ville est exposée à différents types de risques, tels que le risque de crédit, le risque de liquidité et le risque de marché. La direction a mis en place des politiques et des procédés en matière de contrôle et de gestion qui l'assurent de gérer les risques inhérents aux instruments financiers et d'en minimiser les impacts potentiels.

Risque de crédit

Le risque de crédit est le risque qu'une partie à un instrument financier manque à l'une de ses obligations et, de ce fait, amène l'autre partie à subir une perte financière. Les principaux risques de crédit potentiels pour la Ville sont liés à la trésorerie et les équivalents de trésorerie, aux débiteurs (à l'exception des taxes à la consommation, des taxes et tenant lieu de taxes, les mutations et les amendes et pénalités) et aux autres créances à recevoir.

L'exposition maximale de la Ville au risque de crédit correspond aux montants présentés à l'état de la situation financière au 31 décembre.

Trésorerie et équivalents de trésorerie

Le risque de crédit associé à la trésorerie et aux équivalents de trésorerie est jugé négligeable, puisque les contreparties sont des institutions financières ayant une cote de solvabilité élevée attribuée par des agences de notation reconnues.

Débiteurs

Le risque de crédit associé aux débiteurs autres que les taxes municipales et tenant lieu de taxes à recevoir, les taxes à la consommation, les mutations et les amendes et pénalités à recevoir, est réduit, puisque la Ville évalue régulièrement la probabilité de recouvrement. La Ville ne détient aucun actif en garantie des débiteurs. En raison de la diversité de ses débiteurs et de leurs secteurs d'activité, la Ville croit que la concentration du risque de crédit à l'égard de ceux-ci est minime. Elle établit la provision pour créances douteuses en fonction du risque de crédit spécifique et des tendances historiques des débiteurs. Elle enregistre une dépréciation seulement pour les débiteurs dont le recouvrement n'est pas raisonnablement certain.

Une provision de 139 539 \$ (2023 - 142 960 \$) a été constatée. La Ville est d'avis que la provision pour créances douteuses est suffisante pour couvrir le risque de non-paiement.

Risque de liquidité

Le risque de liquidité est le risque que la Ville éprouve des difficultés à honorer ses engagements financiers. La Ville gère ce risque en tenant compte de ses besoins opérationnels et en recourant à ses facilités de crédit. La Ville établit des prévisions de trésorerie afin de s'assurer qu'elle dispose des fonds nécessaires pour satisfaire ses obligations.

Risque de marché

Le risque de marché est le risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctuent en raison de variations du prix du marché. Le risque de marché comprend le risque de taux d'intérêt. La Ville est exposée à ce risque.

Risque de taux d'intérêt

L'exposition au risque de taux d'intérêt de la Ville est attribuable à ses actifs et passifs financiers portant intérêt. Pour les instruments financiers portant intérêt à taux fixes, la volatilité des taux d'intérêt se répercute sur la juste valeur des actifs et des passifs financiers, mais comme la Ville a l'intention de conserver ses prêts et ses placements jusqu'à échéance et prévoit rembourser ses emprunts et ses dettes selon l'échéance prévue, elle est peu exposée à ce risque.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

La Ville est exposée au risque associé aux variations des taux d'intérêt de ses emprunts à taux variables. Ce risque est réduit puisque ces emprunts se renouvellent automatiquement à la fin du mois.

La valeur comptable des instruments financiers portant intérêt se détaille comme suit :

31 décembre 2024

	Taux d'intérêt fixe	Taux d'intérêt variable	Total
Passifs financiers			
Emprunts temporaires	2 500 000	-	2 500 000
Dettes à long terme	38 443 848	-	38 443 848

31 décembre 2023

	Taux d'intérêt fixe	Taux d'intérêt variable	Total
Passifs financiers			
Emprunts temporaires	3 000 000	-	3 000 000
Dettes à long terme	36 880 097		36 880 097

27. Partenariats

Partenariats comptabilisés selon la méthode modifiée de la comptabilisation à la valeur de consolidation

Régie intermunicipale du Parc industriel de la MRC de Maria-Chapdelaine

La Régie intermunicipale du Parc industriel de la MRC Maria-Chapdelaine a pour but d'acquérir des immeubles en vue de les louer, procéder à l'engagement de professionnels, superviser et surveiller les travaux de construction du Parc industriel, ainsi qu'en faire la promotion et administrer les fonds. Les états financiers incluent les résultats nets du partenariat commercial auquel elle participe. Le partenariat reconnu comme commercial en vertu des Normes comptables canadiennes pour le secteur public est présenté aux états financiers, pour la quote-part applicable, selon la méthode modifiée de la comptabilisation à la valeur de consolidation. La Ville détient une quote-part de 55,06 %.

La situation financière au 31 décembre 2024 et les résultats d'exploitation de la Régie intermunicipale du Parc industriel de la MRC Maria-Chapdelaine pour l'exercice 2024 se résument ainsi :

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

	2024	2023
<u>État de la situation financière</u>		
Total des actifs financiers	1 188 072	1 074 383
Total des passifs	621 574	621 574
Total des actifs financiers nets (dette nette)	<u>566 498</u>	<u>452 809</u>
Total des actifs non financiers	86 354	86 354
Excédent (déficit) accumulé	652 852	<u>539 163</u>

	2024	2023
<u>Revenus et charges</u>		
Revenus	121 576	471 367
Charges	<u>7 887</u>	<u>18 723</u>
Excédent (déficit) lié aux activités	113 689	452 914

Aérodrome Lac-Saint-Jean

L'Aérodrome Lac-Saint-Jean exploite un aéroport et une bleuetière.

Les états financiers incluent les résultats nets du partenariat commercial auquel elle participe. Le partenariat reconnu comme commercial en vertu des Normes comptables canadiennes pour le secteur public est présenté aux états financiers, pour la quote-part applicable, selon la méthode modifiée de la comptabilisation à la valeur de consolidation. La Ville détient une quote-part de 50,90 %.

La situation financière au 31 décembre 2024 et les résultats d'exploitation de l'Aérodrome Lac-Saint-Jean pour l'exercice 2024 se résument ainsi :

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

	2024	2023
<u>Bilan</u>		
Total de l'actif	4 817 882	4 993 285
Total du passif	<u>2 127 435</u>	<u>1 936 910</u>
Actifs nets	2 690 447	3 056 375

	2024	2023
<u>Produits et charges</u>		
Produits	950 859	803 329
Charges	<u>1 316 787</u>	<u>1 339 424</u>
Excédent (insuffisance) des produits sur les charges	(365 928)	(536 095)

28. Autres organismes périmunicipaux et supramunicipaux

Municipalité régionale de comté (MRC)

La Ville est membre de la MRC de Maria-Chapdelaine, organisme régional composé de douze (12) villes et municipalités. Cette MRC est responsable de la gestion de certaines activités à caractère régional. Elle a été créée en vertu du code municipal du Québec. Les dépenses de l'organisme, après déduction des revenus, sont réparties entre les villes et municipalités membres selon une des bases suivantes :

- Richesse foncière;
- Population;
- Nombre de logements;
- Dossier d'évaluation.

La quote-part versée à la MRC par la Ville pour l'exercice financier se terminant le 31 décembre 2024 s'élève à 2 514 132 \$.

La partie de la dette de l'organisme attribuable à la Municipalité s'élevait, au 31 décembre 2024, à 12 611 169 \$.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
RÉSULTATS DÉTAILLÉS PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Réalisations 2023	Budget 2024	Réalisations 2024			Total consolidé ¹
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Ventilation de l'amortissement	Organismes contrôlés et partenariats	
Revenus							
Fonctionnement							
Taxes	1	22 814 322	23 603 838	24 193 146			24 193 146
Compensations tenant lieu de taxes	2	1 550 973	1 619 237	1 634 021			1 634 021
Quotes-parts	3						
Transferts	4	1 822 138	2 685 903	2 786 162			2 786 162
Services rendus	5	2 830 180	2 595 407	2 749 558		1 439 582	3 712 382
Imposition de droits	6	589 297	416 695	677 697			677 697
Amendes et pénalités	7	239 058	205 000	206 906			206 906
Revenus de placements de portefeuille	8						
Autres revenus d'intérêts	9	300 857	230 000	314 786			314 786
Autres revenus	10	887 309	11 250	223 028			223 028
Effet net des opérations de restructuration	11						
	12	31 034 134	31 367 330	32 785 304		1 439 582	33 748 128
Investissement							
Taxes	13						
Quotes-parts	14						
Transferts	15	3 412 296		5 913 144			5 913 144
Imposition de droits	16						
Autres revenus							
Contributions des promoteurs	17						
Autres	18	835 412		828 019			828 019
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	19	(34 333)		(134 422)			(134 422)
Effet net des opérations de restructuration	20						
	21	4 213 375		6 606 741			6 606 741
	22	35 247 509	31 367 330	39 392 045		1 439 582	40 354 869
Charges							
Administration générale	23	4 631 400	4 792 541	4 657 295	124 260		4 777 692
Sécurité publique	24	3 944 069	4 032 402	4 125 522	322 473		4 447 995
Transport	25	4 877 842	5 239 373	5 432 650	1 672 747		7 105 397
Hygiène du milieu	26	5 310 576	6 108 155	6 070 227	1 370 233		7 440 460
Santé et bien-être	27	83 764	96 000	82 371			82 371
Aménagement, urbanisme et développement	28	1 719 635	2 014 094	1 719 880	44 848		1 764 728
Loisirs et culture	29	5 087 482	5 217 645	5 234 796	1 451 342	1 395 839	7 609 082
Réseau d'électricité	30						
Frais de financement	31	961 320	1 290 698	1 165 171		19 433	1 184 604
Effet net des opérations de restructuration	32						
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés	33	4 834 717	4 985 903	4 985 903	(4 985 903)		
	34	31 450 805	33 776 811	33 473 815		1 415 272	34 412 329
Excédent (déficit) lié aux activités	35	3 796 704	(2 409 481)	5 918 230		24 310	5 942 540

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Réalisations 2023	Budget 2024		Réalisations 2024	
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé ¹
Excédent (déficit) lié aux activités	1	3 796 704	(2 409 481)	5 918 230	24 310	5 942 540
Moins : revenus d'investissement	2	(4 213 375)	()	(6 606 741)	()	(6 606 741)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	3	(416 671)	(2 409 481)	(688 511)	24 310	(664 201)
CONCILIATION À DES FINS FISCALES						
<i>Ajouter (déduire)</i>						
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés						
Amortissement	4	4 834 717	4 985 903	4 985 903	5 103	4 991 006
Produit de cession	5			814 500		814 500
(Gain) perte sur cession	6			95 217		95 217
Réduction de valeur / Reclassement	7					
	8	4 834 717	4 985 903	5 895 620	5 103	5 900 723
Propriétés destinées à la vente						
Coût des propriétés vendues	9					
Réduction de valeur / Reclassement	10					
	11					
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux						
Remboursement ou produit de cession	12					
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13					
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14	283 650		197 019		197 019
	15	283 650		197 019		197 019
Financement						
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16	18 781	80 919	65 987		65 987
Remboursement de la dette à long terme	17	(2 083 674)	(2 075 041)	(2 095 371)	()	(2 095 371)
	18	(2 064 893)	(1 994 122)	(2 029 384)		(2 029 384)
Affectations						
Activités d'investissement	19	(870 695)	(552 252)	(1 601 174)	()	(1 601 174)
Excédent (déficit) accumulé						
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20	10 000				
Excédent de fonctionnement affecté	21	300 000	100 000	100 000		100 000
Réserves financières et fonds réservés	22	(665 700)	(130 798)	46 957		46 957
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23	59 761	750	12 906		12 906
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24					
	25	(1 166 634)	(582 300)	(1 441 311)		(1 441 311)
	26	1 886 840	2 409 481	2 621 944	5 103	2 627 047
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	27	1 470 169		1 933 433	29 413	1 962 846

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

	Réalizations 2023		Réalizations 2024	
	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé ¹
Revenus d'investissement	1	4 213 375	6 606 741	6 606 741
CONCILIATION À DES FINS FISCALES				
<i>Ajouter (déduire)</i>				
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés				
Acquisition d'immobilisations corporelles				
Administration générale	2 (	232 077)(	383 413)(	)( 383 413)
Sécurité publique	3 (	204 056)(	139 433)(	)( 139 433)
Transport	4 (	663 542)(	1 836 987)(	)( 1 836 987)
Hygiène du milieu	5 (	5 921 059)(	7 375 427)(	)( 7 375 427)
Santé et bien-être	6 ()))
Aménagement, urbanisme et développement	7 (	8 355)(	4 309)(	)( 4 309)
Loisirs et culture	8 (	651 619)(	889 595)(	)( 889 595)
Réseau d'électricité	9 ()))
Acquisition d'actifs incorporels achetés	10 ()))
	11 (	7 680 708)(	10 629 164)(	)( 10 629 164)
Propriétés destinées à la revente				
Acquisition	12 ()))
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux				
Émission ou acquisition	13 (	249 317)(	62 597)(	)( 62 597)
Financement				
Financement à long terme des activités d'investissement	14	1 182 096	3 173 611	3 173 611
Affectations				
Activités de fonctionnement	15	870 695	1 601 174	1 601 174
Excédent accumulé				
Excédent de fonctionnement non affecté	16	420 764	409 129	409 129
Excédent de fonctionnement affecté	17		219 552	219 552
Réserves financières et fonds réservés	18	302 097	522 455	522 455
	19	1 593 556	2 752 310	2 752 310
	20	(5 154 373)	(4 765 840)	(4 765 840)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	21	(940 998)	1 840 901	1 840 901

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
SITUATION FINANCIÈRE PAR ORGANISMES
AU 31 DÉCEMBRE 2024

		2023		2024	
		Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé ¹
ACTIFS FINANCIERS					
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	1 024 365	777 434	634 565	1 411 999
Débiteurs (note 5)	2	22 919 494	26 332 662	163 135	26 339 174
Prêts (note 6)	3				
Placements de portefeuille (note 7)	4				
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5	1 805 012	1 670 590		1 670 590
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 13)	6				
Autres actifs financiers (note 8)	7				
	8	25 748 871	28 780 686	797 700	29 421 763
PASSIFS					
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9				
Emprunts temporaires (note 9)	10	3 000 000	2 500 000		2 500 000
Créditeurs et charges à payer (note 10)	11	4 785 084	6 179 224	80 530	6 103 131
Revenus reportés (note 11)	12	261 385	262 578	287 339	549 917
Dettes à long terme (note 12)	13	36 880 097	38 443 848		38 443 848
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 13)	14				
Autres passifs (note 14)	15				
	16	44 926 566	47 385 650	367 869	47 596 896
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE)	17	(19 177 695)	(18 604 964)	429 831	(18 175 133)
ACTIFS NON FINANCIERS					
Immobilisations corporelles (note 15)	18	115 249 037	119 982 581	16 426	119 999 007
Propriétés destinées à la revente (note 16)	19	648 673	648 673		648 673
Stocks de fournitures	20	915 350	990 929	10 807	1 001 736
Actifs incorporels achetés (note 17)	21				
Autres actifs non financiers (note 18)	22	78 580	614 956	8 904	623 860
	23	116 891 640	122 237 139	36 137	122 273 276
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ					
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	24	3 092 546	4 670 105	180 778	4 850 883
Excédent de fonctionnement affecté	25	884 223	511 415	268 764	780 179
Réserves financières et fonds réservés	26	1 507 418	1 120 616		1 120 616
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	27	(41 131)	(46 748)	()	(46 748)
Financement des investissements en cours	28	(4 185 565)	(2 527 272)		(2 527 272)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	29	96 456 454	99 904 059	16 426	99 920 485
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	30				
	31	97 713 945	103 632 175	465 968	104 098 143
Obligations contractuelles (note 19)					
Droits contractuels (note 20)					
Passifs éventuels (note 21)					
Actifs éventuels (note 22)					

1. Le total consolidé exclut les soldes réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
CHARGES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Administration municipale		Données consolidées	
		Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
Rémunération					
Liée au programme Accès entreprise Québec	1				
Autre	2	9 525 004	9 468 027	9 947 797	9 480 859
Charges sociales					
Liées au programme Accès entreprise Québec	3				
Autres	4	2 282 463	2 181 323	2 319 186	2 159 960
Biens et services					
Services obtenus d'organismes municipaux					
Compensations pour services municipaux	5				
Ententes de services					
Services de transport collectif	6				
Autres services	7				
Autres biens et services	8	9 501 914	9 760 985	10 382 606	9 222 560
Frais de financement					
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge					
De l'organisme municipal	9	1 263 698	967 334	967 334	919 104
D'autres organismes municipaux	10				
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	11				
D'autres tiers	12				
Autres frais de financement	13	27 000	197 837	217 270	66 074
Contributions					
Organismes municipaux					
Quotes-parts	14	2 508 777	2 514 132	2 514 132	2 368 140
Transferts	15				
Autres	16				
Autres					
Transferts	17				
Autres	18	3 631 652	3 368 922	3 043 646	3 194 866
Amortissement					
Immobilisations corporelles	19	4 985 903	4 985 903	4 991 006	4 842 316
Actifs incorporels achetés	20				
Autres					
▪ Réclam. & mauvaises créances	21.1	50 400	29 352	29 352	25 997
	22	33 776 811	33 473 815	34 412 329	32 279 876

Note

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2024

		2024	2023
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1	4 850 883	3 251 701
Excédent de fonctionnement affecté	2	780 179	1 145 197
Réserves financières et fonds réservés	3	1 120 616	1 507 418
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	4	(46 748)(	41 131)
Financement des investissements en cours	5	(2 527 272)	(4 185 565)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	6	99 920 485	96 477 983
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	7		
	8	104 098 143	98 155 603
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté			
Administration municipale	9	4 670 105	3 092 546
Organismes contrôlés et partenariats ¹	10	180 778	159 155
	11	4 850 883	3 251 701
Excédent de fonctionnement affecté			
Administration municipale			
▪ Programme d'aide financière aux entreprises	12.1	100 000	100 000
▪ Réfection rues, trottoirs et autres #1893-22	12.2	211 097	226 528
▪ Projets spéciaux #1895-22	12.3		30 398
▪ Finition de rues #1892-22	12.4		27 297
▪ Achat machineries #1917-23	12.5		210 762
▪ Travaux divers sur immeubles #1918-23	12.6	160 318	189 185
▪ Réfection de rues, trottoirs et autres #1919-23	12.7	40 000	40 000
▪ Projets spéciaux #1920-23	12.8		60 053
	13	511 415	884 223
Organismes contrôlés et partenariats ¹			
▪ Fonds de développement	14.1	268 764	260 974
	15	268 764	260 974
	16	780 179	1 145 197

1. Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2024

	2024	2023
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Réserves financières et fonds réservés		
Réserves financières - Administration municipale		
▪ Fonds CSI	17.1 88 391	99 925
▪ Réfection hôtel de ville	17.2 50 000	201 666
▪ CALQ	17.3 7 650	7 650
▪ Vidange des étangs	17.4 102 800	256 779
▪ Génératrice - usine	17.5	234 652
	18	248 841
Réserves financières - Organismes contrôlés et partenariats		800 672
▪	19.1	
	20	
Fonds réservés		
Fonds de roulement		
Administration municipale	21	62 677
Organismes contrôlés et partenariats	22	110 258
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés		
Montant réservé pour le service de la dette à long terme		
Administration municipale	23	719 098
Organismes contrôlés et partenariats	24	536 488
Montant non réservé		
Administration municipale	25	
Organismes contrôlés et partenariats	26	
Fonds local d'investissement	27	
Fonds local de solidarité	28	
Fonds réservé aux dépenses liées à la tenue d'une élection	29	90 000
Autres		60 000
▪	30.1	
	31	871 775
	32	1 120 616
		706 746
		1 507 418

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2024

	2024	2023
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir		
Mesures d'allègement fiscal liées aux écarts de constatation avec les normes comptables		
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite	33 ()(
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	34 ()(
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	35 ()(
Mesure d'allègement pour la COVID-19	36 ()(
Autres	37 ()(
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	38 ()(
	39 ()(
Assainissement des sites contaminés	40 ()(
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations	41 ()(
Appariement fiscal pour revenus de transfert	42 ()(
Autres		
▪	43.1 ()(
	44 ()(
Autres mesures d'allègement fiscal		
Mesures relatives à la TVQ		
Utilisation du fonds général	45 ()(
Utilisation du fonds de roulement	46 ()(
Mesures relatives à la COVID-19		
Utilisation du fonds général	47 ()(
Utilisation du fonds de roulement	48 ()(
Autres		
▪	49.1 ()(
	50 ()(
Financement à long terme des activités de fonctionnement		
Mesure relative à la TVQ	51 ()(
Mesure relative à la COVID-19	52 ()(
Frais d'émission de la dette à long terme	53 (	172 805)(
Dette à long terme liée au FLI et au FLS	54 ()(
Autres		
▪	55.1 ()(
	56 (	172 805)(
Éléments présentés à l'encontre des DCTP		
Financement des activités de fonctionnement	57	126 057
Fonds d'amortissement pour emprunts de fonctionnement	58	
Prêts aux entreprises liés au FLI et au FLS et placements de portefeuille à titre d'investissement liés au FLI	59	
Autres prêts et placements de portefeuille à titre d'investissement liés à des emprunts de fonctionnement	60	
Autres		
▪	61.1	
	62	126 057
	63 (	46 748)(
		138 964
		41 131)

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2024

	2024	2023
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Financement des investissements en cours		
Financement non utilisé	64 781 448	180 846
Investissements à financer	65 (3 308 720)(	4 366 411)
	66 (2 527 272)	(4 185 565)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs		
Éléments d'actif		
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés	67 119 999 007	115 270 566
Propriétés destinées à la revente	68 648 673	648 673
Prêts	69	
Placements de portefeuille à titre d'investissement	70	
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	71 1 670 590	1 805 012
	72 122 318 270	117 724 251
Ajustements aux éléments d'actif	73	
	74 122 318 270	117 724 251
Éléments de passif correspondant		
Dette à long terme	75 (38 443 848)(	36 880 097)
Frais reportés liés à la dette à long terme	76 (240 120)(	220 360)
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	77 16 112 553	15 673 269
Dettes aux fins des activités de fonctionnement	78 173 630	180 920
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	79	
	80 (22 397 785)(	21 246 268)
Dette en cours de refinancement et ajustements aux éléments de passif	81 ())
	82 (22 397 785)(	21 246 268)
	83 99 920 485	96 477 983

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

A) RÉGIMES DE RETRAITE ET RÉGIMES SUPPLÉMENTAIRES DE RETRAITE À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice

Régimes de retraite enregistrés	1	
Régimes supplémentaires de retraite	2	

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

		2024	2023
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs			
Actif (passif) au début de l'exercice	3		
Charge de l'exercice	4	()(
Cotisations versées par l'employeur	5		
Actif (passif) à la fin de l'exercice	6		
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation			
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	7		
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	8	()(
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	9		
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	10		
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	11		
Provision pour moins-value	12	()(
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	13		
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs			
Nombre de régimes en cause	14		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	15		
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	16	()(
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	17	()(
Charge de l'exercice			
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	18		
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	19		
	20		
Cotisations salariales des employés	21	()(
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	22	()(
	23		
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	24		
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	25		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	26		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	27		
Variation de la provision pour moins-value	28		
Autres	29.1		
▪	29.1		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	30		
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	31		
Rendement espéré des actifs	32	()(
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	33		
Charge de l'exercice	34		

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

	2024	2023
Informations complémentaires		
Rendement réel des actifs pour l'exercice	35	
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	36 ()(
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	37	
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	38	
Prestations versées au cours de l'exercice	39	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 7)	40	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	41	
Valeur des obligations des régimes supplémentaires de retraite <u>non capitalisés</u> comprises dans les obligations présentées à la ligne 8	42	
Valeur des obligations implicites comprises dans la valeur des obligations présentée à la ligne 8		
Pour la réserve de restructuration	43	
Pour le fonds de stabilisation et la réserve liée à la PED	44	
DMERCA du nouveau volet	45	
DMERCA de l'ancien volet	46	
Espérance de vie des participants (retraités et actifs) de l'ancien volet	47	
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	48	%
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	49	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	50	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	51	%
Autres hypothèses économiques		
▪	52.1	

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

B) RÉGIMES D'AVANTAGES COMPLÉMENTAIRES DE RETRAITE ET AUTRES AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice

Régimes d'avantages complémentaires de retraite	53	
Autres avantages sociaux futurs	54	

Description des régimes et avantages, date de la plus récente évaluation actuarielle (s'il y a lieu) et autres renseignements

	2024	2023
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	55	
Charge de l'exercice	56 ()(
Cotisations, prestations ou primes versées par l'employeur	57	
Actif (passif) à la fin de l'exercice	58	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	59	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	60 ()(
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	61	
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	62	
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice avant la provision pour moins-value	63	
Provision pour moins-value	64 ()(
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	65	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes et avantages dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes et avantages en cause	66	
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	67	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	68 ()(
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	69 ()(

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

	2024	2023	
Charge de l'exercice			
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	70		
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	71		
	72		
Cotisations salariales des employés	73	() ()	
Cotisations, prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	74	() ()	
	75		
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	76		
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	77		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	78		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	79		
Variation de la provision pour moins-value	80		
Autres	81.1		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	82		
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	83		
Rendement espéré des actifs	84	() ()	
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	85		
Charge de l'exercice	86		
Informations complémentaires			
Rendement réel des actifs pour l'exercice	87		
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	88	() ()	
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	89		
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	90		
Prestations versées au cours de l'exercice	91		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 59)	92		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	93		
Valeur des obligations des régimes d'avantages complémentaires de retraite capitalisés comprises dans les obligations présentées à la ligne 60	94		
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	95		
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	96	%	%
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	97	%	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	98	%	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	99	%	%
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	100	%	%
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	101	%	%
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	102		
Autres hypothèses économiques	103.1		

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice	104		
Description des régimes et autres renseignements			
		2024	2023
Charge de l'exercice			
Cotisations de l'employeur			
Régime de prestations supplémentaires des maires et des conseillers des municipalités	105		
Régime de retraite par financement salarial	106		
Régime de retraite des employés municipaux du Québec	107		
Régime de retraite à prestations cibles	108		
Autres régimes	109		
	110		

D) AUTRES RÉGIMES

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice	111		
Description des régimes et autres renseignements			
		2024	2023
Charge de l'exercice			
Cotisations de l'employeur			
Régime volontaire d'épargne-retraite	112		
Régime de retraite simplifié	113		
REER	114	642 284	606 326
Autres régimes	115		
	116	642 284	606 326

E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX

		2024	2023
Nombre d'élus qui sont en fonction et qui sont des participants actifs à la fin de l'exercice	117	1	1

Description du régime

Le régime de retraite des élus municipaux (RREM) et le Régime de prestations supplémentaires des élus municipaux (RPSEM), ce dernier s'appliquant de façon complémentaire s'il y a lieu aux élus municipaux en poste le 31 décembre 2000 et aux personnes ayant droit à une rente du RREM à cette date, sont des régimes à prestations déterminées gérés en vertu de la Loi sur le régime de retraite des élus municipaux (chapitre R-9.3). Dans le cas du RREM, les élus participants et les municipalités participantes se partagent le financement du régime par le versement de cotisations dans le cas des élus et de contributions dans le cas des municipalités. Dans le cas du RPSEM, seules les municipalités participantes sont responsables de verser les contributions requises. Les cotisations et les contributions sont établies conformément aux taux et règles fixés par règlement du gouvernement.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Étant donné que ces deux régimes sont des régimes à employeurs multiples administrés par la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurance (CARRA), qui ne comportent pas de comptes distincts, les municipalités participantes comptabilisent ces régimes comme s'ils étaient des régimes à cotisations déterminées. Ainsi, la charge encourue dans un exercice donné par une municipalité participante relativement à ces régimes de retraite correspond aux contributions devant être versées par elle pour cet exercice telles qu'établies par règlement du gouvernement.

		2024	2023
Cotisations des élus au RREM	118	4 287	4 571
Charge de l'exercice			
Contributions de l'employeur au RREM	119	14 143	15 420
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM	120		
	121	14 143	15 420

Note

Renseignements financiers consolidés non audités

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
TAXES				
SUR LA VALEUR FONCIÈRE				
Taxes générales				
Taxe foncière générale	1	17 247 818	17 600 794	16 639 906
Taxes spéciales				
Service de la dette	2			
Activités de fonctionnement	3			
Activités d'investissement	4			
Réserve financière pour le service de l'eau	5			
Réserve financière pour le service de la voirie	6			
Taxes de secteur				
Taxes spéciales				
Service de la dette	7	767 485	783 618	768 505
Activités de fonctionnement	8			
Activités d'investissement	9			
Autres	10			
	11	18 015 303	18 384 412	17 408 411
SUR UNE AUTRE BASE				
Taxes, compensations et tarification				
Services municipaux				
Eau	12	2 035 643	2 082 341	1 929 970
Égout	13	1 397 749	1 538 429	1 356 156
Traitement des eaux usées	14	79 638	80 403	74 423
Matières résiduelles	15	1 803 037	1 822 910	1 765 019
Autres	16.1			
Centres d'urgence 9-1-1	17	80 000	87 465	77 996
Service de la dette	18			
Pouvoir général de taxation	19			
Activités de fonctionnement	20			
Activités d'investissement	21			
	22	5 396 067	5 611 548	5 203 564
Taxes d'affaires				
Sur l'ensemble de la valeur locative	23			
Autres	24	192 468	197 186	202 347
	25	192 468	197 186	202 347
	26	5 588 535	5 808 734	5 405 911
	27	23 603 838	24 193 146	22 814 322

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES				
GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES				
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement	28	42 966	44 002	42 966
Immeubles de la Société québécoise d'infrastructures	29			
Compensations pour les terres publiques	30	64 562	64 562	64 562
Immeubles des réseaux				
Santé et services sociaux	31	690 311	694 588	659 392
Cégeps et universités	32			
Écoles primaires et secondaires	33	810 080	819 300	773 236
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux	34	501	504	
	35	1 608 420	1 622 956	1 540 156
GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES				
Taxes sur la valeur foncière	36	8 816	9 028	8 816
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	37			
Taxes d'affaires	38			
	39	8 816	9 028	8 816
ORGANISMES MUNICIPAUX				
Taxes sur la valeur foncière	40			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	41			
	42			
AUTRES				
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	43	716	752	716
Autres	44	1 285	1 285	1 285
	45	2 001	2 037	2 001
	46	1 619 237	1 634 021	1 550 973

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
TRANSFERTS				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT				
Administration générale	47	300 721	422 804	422 804
Sécurité publique				
Police	48			
Sécurité incendie				
Premiers répondants	49			
Autres	50	43 954	42 995	45 479
Sécurité civile	51			
Autres	52			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	53	148 525	169 769	180 330
Enlèvement de la neige	54			
Autres	55			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	56			
Transport adapté	57			
Transport scolaire	58			
Autres	59			
Transport aérien	60			
Transport par eau	61			
Autres	62			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	63			
Réseau de distribution de l'eau potable	64			
Traitement des eaux usées	65			
Réseaux d'égout	66	238 758	76 287	36 985
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	67			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	68			
Tri et conditionnement	69			
Autres	70			
Autres	71			
Cours d'eau	72			
Protection de l'environnement	73			
Autres	74	92 277	95 788	104 069

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT (suite)				
Santé et bien-être				
Habitation				
Logement social	75			
Autres	76			
Sécurité du revenu	77			
Autres	78			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	79			
Rénovation urbaine	80			
Promotion et développement économique	81			
Autres	82			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	83	75 866	100 670	100 670
Activités culturelles				
Bibliothèques	84	62 918	63 752	63 781
Autres	85	72 260	97 623	61 435
Réseau d'électricité	86			
	87	1 035 279	1 069 688	1 069 688
				661 717

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT				
Administration générale	88			
Sécurité publique				
Police	89			
Sécurité incendie				
Premiers répondants	90			
Autres	91			
Sécurité civile	92			
Autres	93			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	94			
Enlèvement de la neige	95			
Autres	96			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	97			
Transport adapté	98			
Transport scolaire	99			
Autres	100			
Transport aérien	101			
Transport par eau	102			
Autres	103			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	104			
Réseau de distribution de l'eau potable	105			
Traitement des eaux usées	106			
Réseaux d'égout	107	5 913 144	5 913 144	3 321 450
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	108			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	109			
Tri et conditionnement	110			
Autres	111			
Autres	112			
Cours d'eau	113			
Protection de l'environnement	114			
Autres	115			

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT (suite)				
Santé et bien-être				
Habitation				
Logement social	116			
Autres	117			
Sécurité du revenu	118			
Autres	119			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	120			
Rénovation urbaine	121			
Promotion et développement économique	122			
Autres	123			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	124			90 846
Activités culturelles				
Bibliothèques	125			
Autres	126			
Réseau d'électricité	127			
	128		5 913 144	3 412 296

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS DE DROIT				
Regroupement municipal et réorganisation municipale	129			
Péréquation	130	902 876	901 225	931 661
Neutralité	131			
Partage des redevances sur les ressources naturelles	132			
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	133			
Fonds de développement des territoires	134			
Contributions des automobilistes pour le transport en commun — Droits d'immatriculation	135			
Partage de la croissance d'un point de la TVQ	136	747 748	815 249	228 760
Soutien à la compétence de développement local et régional des MRC du Fonds régions et ruralité - Volet 2	137			
Autres	138			
	139	1 650 624	1 716 474	1 160 421
TOTAL DES TRANSFERTS	140	2 685 903	8 699 306	5 234 434

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
SERVICES RENDUS				
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX				
Administration générale				
Greffe et application de la loi	141	10 000	9 005	7 815
Évaluation	142			
Autres	143	346 321	279 262	375 765
	144	356 321	288 267	383 580
Sécurité publique				
Police	145			
Sécurité incendie				
Premiers répondants	146			
Autres	147	625 936	650 932	713 315
Sécurité civile	148	39 537	54 014	24 422
Autres	149			
	150	665 473	704 946	737 737
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	151	6 116	6 234	5 937
Enlèvement de la neige	152			
Autres	153			
Transport collectif	154			
Autres	155			
	156	6 116	6 234	5 937
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	157			
Réseau de distribution de l'eau potable	158	68 862	86 201	82 884
Traitement des eaux usées	159			
Réseaux d'égout	160	4 411	4 786	4 411
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	161			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	162			
Tri et conditionnement	163			
Autres	164			
Autres	165			
Cours d'eau	166			
Protection de l'environnement	167			
Autres	168			
	169	73 273	90 987	87 295

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
SERVICES RENDUS (suite)				
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX (suite)				
Santé et bien-être				
Habitation				
Logement social	170			
Autres	171			
Autres	172			
		173		
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	174			
Rénovation urbaine	175			
Promotion et développement économique	176			
Autres	177			
		178		
Loisirs et culture				
Activités récréatives	179			
Activités culturelles				
Bibliothèques	180			
Autres	181			
		182		
Réseau d'électricité	183			
	184	1 101 183	1 090 434	1 090 434
				1 214 549

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
SERVICES RENDUS (suite)				
AUTRES SERVICES RENDUS				
Administration générale				
Greffe et application de la loi	185			
Évaluation	186			
Autres	187	169 394	203 527	244 776
	188	169 394	203 527	244 776
Sécurité publique				
Police	189			
Sécurité incendie				
Premiers répondants	190			
Autres	191			
Sécurité civile	192			
Autres	193			
	194			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	195			
Enlèvement de la neige	196			
Autres	197	36 839	36 839	39 203
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	198			
Transport adapté	199			
Transport scolaire	200			
Autres	201			
Autres	202	63 013	62 023	75 688
	203	99 852	98 862	114 891
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	204	20 000	31 468	8 538
Réseau de distribution de l'eau potable	205			
Traitement des eaux usées	206			
Réseaux d'égout	207	3 000	2 871	2 929
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	208			
Matières recyclables	209			
Autres	210			
Cours d'eau	211			
Protection de l'environnement	212			
Autres	213			
	214	23 000	34 339	11 467

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
SERVICES RENDUS (suite)				
AUTRES SERVICES RENDUS (suite)				
Santé et bien-être				
Habitation				
Logement social	215			
Autres	216			
Sécurité du revenu	217			
Autres	218			
	219			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	220			
Rénovation urbaine	221			
Promotion et développement économique	222			
Autres	223			
	224			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	225	1 102 453	1 205 902	1 151 648
Activités culturelles				
Bibliothèques	226	9 525	10 005	9 605
Autres	227	90 000	106 489	950 824
	228	1 201 978	1 322 396	2 112 077
Réseau d'électricité	229			
	230	1 494 224	1 659 124	2 621 948
TOTAL DES SERVICES RENDUS	231	2 595 407	2 749 558	3 697 760

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
IMPOSITION DE DROITS				
Licences et permis	232	91 695	111 153	117 381
Droits de mutation immobilière	233	325 000	566 544	471 916
Droits sur les carrières et sablières	234			
Autres	235			
	236	416 695	677 697	589 297
AMENDES ET PÉNALITÉS	237	205 000	206 906	239 058
REVENUS DE PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE	238			
AUTRES REVENUS D'INTÉRÊTS	239	230 000	314 786	300 857
AUTRES REVENUS				
Gain (perte) sur cession d'immobilisations corporelles	240	5 000	(95 217)	(95 217)
Gain (perte) sur cession d'actifs incorporels achetés	241			
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	242		268 190	333 322
Gain (perte) sur remboursement de prêts et sur cession de placements	243			
Contributions des promoteurs	244			
Contributions des automobilistes pour le transport en commun — Taxe sur l'essence	245			
Contributions des organismes municipaux	246			300 721
Autres contributions	247			
Redevances réglementaires	248			
Autres	249	6 250	878 074	1 088 678
	250	11 250	1 051 047	1 722 721
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION	251			

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2024	Réalizations 2024			Réalizations	Réalizations
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2024	2023
ADMINISTRATION GÉNÉRALE							
Conseil	1	324 559	310 932		310 932	310 932	297 476
Greffe et application de la loi	2	619 279	583 788		583 788	583 788	650 081
Gestion financière et administrative	3	1 491 300	1 482 712	124 260	1 606 972	1 606 972	1 553 400
Évaluation	4	361 822	354 445		354 445	354 445	338 240
Gestion du personnel	5	459 099	450 693		450 693	450 693	412 575
Autres							
▪ Autres	6.1	1 536 482	1 474 725		1 474 725	1 470 862	1 477 313
	7	4 792 541	4 657 295	124 260	4 781 555	4 777 692	4 729 085
SÉCURITÉ PUBLIQUE							
Police	8	1 833 661	1 840 319		1 840 319	1 840 319	1 791 309
Sécurité incendie							
Premiers répondants	9						
Autres	10	1 929 362	2 034 143	322 473	2 356 616	2 356 616	2 260 735
Sécurité civile	11	123 344	113 576		113 576	113 576	66 433
Autres	12	146 035	137 484		137 484	137 484	135 856
	13	4 032 402	4 125 522	322 473	4 447 995	4 447 995	4 254 333
TRANSPORT							
Réseau routier							
Voirie municipale	14	3 266 879	3 803 543	1 672 747	5 476 290	5 476 290	4 922 624
Enlèvement de la neige	15	1 498 980	1 176 345		1 176 345	1 176 345	1 166 565
Éclairage des rues	16	145 063	182 475		182 475	182 475	162 169
Circulation et stationnement	17	205 329	147 164		147 164	147 164	137 741
Transport collectif							
Transport en commun	18	123 122	123 123		123 123	123 123	98 736
Transport aérien	19						
Transport par eau	20						
Autres	21						
	22	5 239 373	5 432 650	1 672 747	7 105 397	7 105 397	6 487 835

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2024	Réalizations 2024			Réalizations	Réalizations
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2024	2023
HYGIÈNE DU MILIEU							
Eau et égout							
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23	1 744 732	1 585 520	75 363	1 660 883	1 660 883	1 813 713
Réseau de distribution de l'eau potable	24	556 724	632 057	39 737	671 794	671 794	570 765
Traitement des eaux usées	25	663 912	654 396		654 396	654 396	202 045
Réseaux d'égout	26	1 254 347	1 301 437	1 255 133	2 556 570	2 556 570	2 210 168
Matières résiduelles							
Déchets domestiques et assimilés							
Collecte et transport	27	599 123	603 732		603 732	603 732	544 640
Élimination	28	93 965	94 240		94 240	94 240	149 882
Matières recyclables							
Collecte sélective							
Collecte et transport	29	135 178	135 573		135 573	135 573	88 406
Tri et conditionnement	30	145 435	145 860		145 860	145 860	90 886
Matières organiques							
Collecte et transport	31	338 494	339 483		339 483	339 483	414 923
Traitement	32						
Matériaux secs	33	348 751	349 770		349 770	349 770	326 693
Autres	34	223 098	223 750		223 750	223 750	208 878
Plan de gestion	35	4 396	4 409		4 409	4 409	1 417
Autres	36						
Cours d'eau	37						
Protection de l'environnement	38						
Autres	39						
	40	6 108 155	6 070 227	1 370 233	7 440 460	7 440 460	6 622 416
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE							
Habitation							
Logement social	41	95 000	81 310		81 310	81 310	81 780
Autres	42						
Sécurité du revenu							
Autres	44	1 000	1 061		1 061	1 061	1 984
	45	96 000	82 371		82 371	82 371	83 764

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2024	Réalizations 2024			Réalizations	Réalizations
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2024	2023
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT							
Aménagement, urbanisme et zonage	46	818 975	793 796	44 848	838 644	838 644	730 939
Rénovation urbaine							
Biens patrimoniaux	47						
Autres biens	48						
Promotion et développement économique							
Industries et commerces	49	826 614	683 894		683 894	683 894	727 339
Tourisme	50	368 505	242 190		242 190	242 190	305 688
Autres	51						
Autres	52						
	53	2 014 094	1 719 880	44 848	1 764 728	1 764 728	1 763 966
LOISIRS ET CULTURE							
Activités récréatives							
Centres communautaires	54	76 367	237 937		237 937	237 937	206 990
Patinoires intérieures et extérieures	55	1 273 230	1 213 951		1 213 951	1 213 951	1 130 513
Piscines, plages et ports de plaisance	56	988 791	966 502		966 502	966 502	994 806
Parcs et terrains de jeux	57	838 673	807 051		807 051	807 051	809 344
Parcs régionaux	58						
Expositions et foires	59	98 744	81 236		81 236	81 236	69 208
Autres	60	757 387	765 058	1 103 020	1 868 078	1 868 078	1 799 999
	61	4 033 192	4 071 735	1 103 020	5 174 755	5 174 755	5 010 860
Activités culturelles							
Centres communautaires	62	631 307	617 454		617 454	1 531 281	1 442 379
Bibliothèques	63	545 165	539 946	348 322	888 268	897 385	894 320
Patrimoine							
Musées et centres d'exposition	64	7 443	5 661		5 661	5 661	5 512
Autres ressources du patrimoine	65	538					228
Autres	66						
	67	1 184 453	1 163 061	348 322	1 511 383	2 434 327	2 342 439
	68	5 217 645	5 234 796	1 451 342	6 686 138	7 609 082	7 353 299

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2024	Réalizations 2024			Réalizations	Réalizations
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2024	2023
RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ	69						
FRAIS DE FINANCEMENT							
Dette à long terme							
Intérêts	70	1 137 049	856 313		856 313	856 313	808 132
Autres frais	71	126 649	111 021		111 021	111 021	110 972
Autres frais de financement							
Avantages sociaux futurs	72						
Autres	73	27 000	197 837		197 837	217 270	66 074
	74	1 290 698	1 165 171		1 165 171	1 184 604	985 178
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION	75						
AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET DES ACTIFS INCORPORELS ACHETÉS	76	4 985 903	4 985 903 (	4 985 903)			

Autres renseignements financiers non audités

Exercice terminé le 31 décembre 2024

Table des matières

Autres renseignements financiers consolidés non audités

Acquisition d'immobilisations corporelles consolidées par catégories	2
Acquisition d'infrastructures pour nouveau développement et autres acquisitions d'immobilisations corporelles consolidées	3
Analyse de la dette à long terme consolidée	4
Endettement total net à long terme consolidé	5
Analyse de la charge de quotes-parts consolidée	6

Autres renseignements financiers non consolidés non audités

Acquisition d'immobilisations corporelles non consolidées par objets	8
Analyse de la rémunération non consolidée	9
Analyse des revenus de transfert non consolidés par sources	10
Frais de financement non consolidés par activités	11
Rémunération des élus	12

Autres renseignements

Questionnaire	13
---------------	----

Autres renseignements financiers consolidés non audités

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES CONSOLIDÉES PAR CATÉGORIES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

<i>Non audité</i>		Administration municipale	Données consolidées	
		Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
Infrastructures				
Conduites d'eau potable	1	572 248	572 248	1 624 550
Usines de traitement de l'eau potable	2			
Usines et bassins d'épuration	3			
Conduites d'égout	4	6 680 291	6 680 291	4 094 097
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5			
Chemins, rues, routes et trottoirs	6	649 965	649 965	405 967
Ponts, tunnels et viaducs	7			
Systèmes d'éclairage des rues	8	33 982	33 982	180 151
Aires de stationnement	9			
Parcs et terrains de jeux	10	190 610	190 610	155 089
Autres infrastructures	11			
Réseau d'électricité	12			
Bâtiments				
Édifices administratifs	13	301 905	301 905	153 102
Édifices communautaires et récréatifs	14	499 245	499 245	101 539
Améliorations locatives	15			
Véhicules				
Véhicules de transport en commun	16			
Autres	17	494 945	494 945	116 869
Ameublement et équipement de bureau	18	170 378	170 378	153 794
Machinerie, outillage et équipement divers	19	979 996	979 996	587 554
Terrains	20	55 599	55 599	112 988
Autres	21			
	22	10 629 164	10 629 164	7 685 700

**ACQUISITION D'INFRASTRUCTURES POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT
ET AUTRES ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024**

<i>Non audité</i>		Administration municipale	Données consolidées	
		Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
Infrastructures autres que pour nouveau développement				
Conduites d'eau potable	1	572 248	572 248	1 624 550
Usines de traitement de l'eau potable	2			
Usines et bassins d'épuration	3			
Conduites d'égout	4	6 680 291	6 680 291	3 823 595
Autres infrastructures	5	611 441	611 441	163 994
Infrastructures pour nouveau développement (ouverture de nouvelles rues)				
Conduites d'eau potable	6			
Usines de traitement de l'eau potable	7			
Usines et bassins d'épuration	8			
Conduites d'égout	9			270 502
Autres infrastructures	10	263 116	263 116	577 213
Autres immobilisations corporelles	11	2 502 068	2 502 068	1 225 846
	12	10 629 164	10 629 164	7 685 700

ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		Solde au 1 ^{er} janvier	Augmentation	Diminution	Solde au 31 décembre
La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :					
Par l'organisme municipal					
Emprunts refinancés par anticipation	1				
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme					
Excédent de fonctionnement affecté	2				
Réserves financières et fonds réservés	3				
Fonds d'amortissement	4				
Montant à la charge					
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	5	5 276 314	2 210 377	337 789	7 148 902
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	6	16 150 874	1 001 800	1 730 161	15 422 513
De la municipalité (Société de transport en commun)	7				
	8	21 427 188	3 212 177	2 067 950	22 571 415
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)					
Débiteurs					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	9	15 446 823	1 964 402	1 552 539	15 858 686
Gouvernement du Canada et ses entreprises	10				
Organismes municipaux	11				
Autres tiers	12				
	13	15 446 823	1 964 402	1 552 539	15 858 686
Débiteurs encaissés non encore appliqués au remboursement de la dette	14	226 446	27 421		253 867
	15	15 673 269	1 991 823	1 552 539	16 112 553
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et autres actifs	16				
Autres	17				
	18	15 673 269	1 991 823	1 552 539	16 112 553
	19	37 100 457	5 204 000	3 620 489	38 683 968
Dette en cours de refinancement	20	()		()	
Reclassement / Redressement	21				
Dette à long terme	22	37 100 457	5 204 000	3 620 489	38 683 968

Note

ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME CONSOLIDÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité**Administration municipale**

Dette à long terme	1	38 683 968
Ajouter		
Activités d'investissement à financer	2	3 308 720
Activités de fonctionnement à financer	3	
Dette en cours de refinancement	4	
Autres		
▪	5.1	
Déduire		
Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme		
Excédent accumulé		
Fonds d'amortissement	6	
Autres sommes comprises dans l'excédent accumulé	7	719 098
Débiteurs	8	15 858 686
Autres montants	9	
Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	10	781 448
Autres		
▪	11.1	
Endettement net à long terme de l'administration municipale	12	24 633 456
Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés et des partenariats	13	
Endettement net à long terme	14	24 633 456
Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes		
Municipalité régionale de comté	15	12 611 169
Communauté métropolitaine	16	
Autres organismes	17	
Endettement total net à long terme	18	37 244 625
Quote-part dans l'endettement total net à long terme de l'agglomération (lorsque fonctionnant par quotes-parts)	19	
Moins : Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme de l'agglomération	20	
	21	
Endettement total net à long terme (compte tenu de la quote-part dans l'agglomération s'il y a lieu)	22	37 244 625
Endettement total net à long terme lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	23	
Endettement total net à long terme lié aux parcs éoliens et aux centrales hydroélectriques (inclus à la ligne 22 ci-dessus, et à la ligne 18, s'il y a lieu, pour les compétences d'agglomération et le portrait global)	24	9 934 875

ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
Administration générale				
Grefte et application de la loi	1			
Évaluation	2			
Autres	3	213 453	233 807	207 326
Sécurité publique				
Police	4			
Sécurité incendie	5			
Sécurité civile	6			
Autres	7			
Transport				
Réseau routier	8			
Transport collectif	9	123 122	123 123	63 736
Autres	10			
Hygiène du milieu				
Eau et égout	11			
Matières résiduelles	12	1 831 676	1 837 029	1 771 656
Cours d'eau	13			
Protection de l'environnement	14			
Autres	15			
Santé et bien-être				
Habitation	16			
Autres	17			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	18	81 096	61 604	81 096
Rénovation urbaine	19			
Promotion et développement économique	20	119 542	118 681	119 542
Autres	21	139 888	139 888	124 784
Loisirs et culture				
Activités récréatives	22			
Activités culturelles	23			
Réseau d'électricité	24			
	25	2 508 777	2 514 132	2 368 140

Autres renseignements financiers non consolidés non audités

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES NON CONSOLIDÉES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		2024	2023
Rémunération	1	139 157	67 388
Charges sociales	2	32 238	14 914
Biens et services	3	10 457 769	7 598 406
Frais de financement	4		
Autres	5		
	6	10 629 164	7 680 708

ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION NON CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		Effectifs personnes/ année²	Semaine normale (heures)	Nombre d'heures rémunérées au cours de l'exercice	Rémunération	Charges sociales	Total ¹
Administration municipale							
Cadres et contremaîtres	1	25,69	35,00	46 764,00	2 632 498	585 366	3 217 864
Professionnels	2	1,01	2,00	44,00	19 832	1 037	20 869
Cols blancs	3	41,46	33,75	72 762,00	2 371 476	592 588	2 964 064
Cols bleus	4	50,68	38,75	102 128,00	3 480 206	843 480	4 323 686
Policiers	5						
Pompiers	6	10,92	35,00	19 876,00	881 155	159 091	1 040 246
Conducteurs et opérateurs (transport en commun)	7						
	8	129,76		241 574,00	9 385 167	2 181 562	11 566 729
Élus	9	7,00			222 017	31 999	254 016
	10	136,76			9 607 184	2 213 561	11 820 745

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.

2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Afin de respecter la loi, lorsqu'une catégorie d'emploi compte un effectif ou moins, ces renseignements ne doivent pas apparaître sur le document déposé au conseil. Dans un tel cas, certaines informations sont remplacées par des astérisques à l'impression du document.

ANALYSE DES REVENUS DE TRANSFERT NON CONSOLIDÉS PAR SOURCES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Gouvernement du Québec		Gouvernement du Canada	ARTM/MRC/ Municipalités/ Communautés métropolitaines	Total
		Fonctionnement	Investissement			
Transport en commun	1					
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	2					
Réseau de distribution de l'eau potable	3					
Traitement des eaux usées	4					
Réseaux d'égout	5					
Autres	6	2 371 003	5 274 054	639 090	415 159	8 699 306
	7	2 371 003	5 274 054	639 090	415 159	8 699 306

FRAIS DE FINANCEMENT NON CONSOLIDÉS PAR ACTIVITÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		2024	2023
Administration générale			
Grefe et application de la loi	1		
Évaluation	2		
Autres	3	197 881	42 437
	4	197 881	42 437
Sécurité publique			
Police	5		
Sécurité incendie			
Premiers répondants	6		
Autres	7	91 967	95 346
Sécurité civile	8		
Autres	9		
	10	91 967	95 346
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	11	266 362	260 882
Enlèvement de la neige	12		
Autres	13	31 358	35 865
Transport collectif	14		
Autres	15		
	16	297 720	296 747
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	17	68	12 005
Réseau de distribution de l'eau potable	18	103 322	59 324
Traitement des eaux usées	19	738	877
Réseaux d'égout	20	112 370	103 234
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	21		
Matières recyclables	22		
Autres	23		
Cours d'eau	24		
Protection de l'environnement	25		
Autres	26		
	27	216 498	175 440
Santé et bien-être			
Habitation			
Logement social	28		
Autres	29		
Sécurité du revenu	30		
Autres	31		
	32		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	33		
Rénovation urbaine	34		
Promotion et développement économique	35		
Autres	36		
	37		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	38	308 963	283 741
Activités culturelles			
Bibliothèques	39		
Autres	40	52 142	67 609
	41	361 105	351 350
Réseau d'électricité			
	42		
	43	1 165 171	961 320

RÉMUNÉRATION DES ÉLUS¹
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

<i>Non audité</i>	Fonction	Reçu de l'organisme municipal		Reçu d'organismes mandataires ou supramunicipaux	
		Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses	Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses
M. André Guy	1.1 Maire	89 125	19 422	15 997	
M. Rémi Rousseau	1.2 Conseiller	12 232	6 116		
M. Stéphane Gagnon	1.3 Conseiller	12 232	6 116		
Mme Guylaine Martel	1.4 Conseiller	12 232	6 116		
M. Stéphane Houde	1.5 Conseiller	12 232	6 116	5 497	2 748
Mme Caroline Labbé	1.6 Conseiller	12 232	6 116		
M. Alexandre Tremblay	1.7 Conseiller	12 232	6 116		

Note

1. Comprend la rémunération et les allocations de dépenses que chaque membre du conseil reçoit de la municipalité, d'un organisme mandataire de celle-ci ou d'un organisme supramunicipal (ex.: MRC, régie, organisme public de transport).

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

OUI NON

1. Capital autorisé du fonds de roulement pour l'administration municipale au 31 décembre 1 750 000 \$

Les questions 2 à 5 s'appliquent aux MRC et aux municipalités locales seulement

2. La MRC ou la municipalité a-t-elle perçu des droits en vertu de l'article 78.2 de la Loi sur les compétences municipales auprès des exploitants de carrières et de sablières? 2

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024 3 _____ \$

3. La MRC ou la municipalité a-t-elle créé un fonds régional ou local réservé à la réfection et à l'entretien de certaines voies publiques en vertu de l'article 110.1 de la LCM pour recevoir les droits perçus en vertu de l'article 78.1 de la LCM auprès des exploitants de carrières et sablières? 4

4. Information spécifique au *Programme d'aide d'urgence aux petites et moyennes entreprises* déjà comprise dans l'information présentée à la page S20 FLI aux lignes suivantes :

Ligne 1 : Revenus sur les placements de portefeuille 5 _____ \$

Ligne 2 : Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille d'investissement 6 _____ \$

Ligne 3 : Autres revenus 7 _____ \$

Ligne 5 : Créances douteuses - Radiation de prêts et de placements de portefeuille 8 _____ \$

Ligne 6 : Créances douteuses - Variation de la provision pour moins-value 9 _____ \$

Ligne 7 : Autres créances douteuses 10 _____ \$

Ligne 9 : Autres charges 11 _____ \$

Ligne 12 : Trésorerie et équivalents de trésorerie 12 _____ \$

Ligne 13 : Placements de portefeuille 13 _____ \$

Ligne 14 : Débiteurs 14 _____ \$

Ligne 15 : Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement 15 _____ \$

Ligne 16 : Provision pour moins-value 16 _____ \$

Ligne 19 : Créditeurs et charges à payer 17 _____ \$

Ligne 20 : Revenus reportés 18 _____ \$

Ligne 21 : Dette à long terme 19 _____ \$

Ligne 24 : Libres 20 _____ \$

Ligne 25 : Supportant les engagements de prêts 21 _____ \$

Ligne 26 : Supportant les garanties de prêts 22 _____ \$

Montant des pardons de prêts constatés
Solde cumulatif au début de l'exercice 23 _____ \$

Constatés au cours de l'exercice 24 _____ \$

Solde cumulatif à la fin de l'exercice 25 _____ \$

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

5. Information spécifique au *Programme d'aide d'urgence aux petites et moyennes entreprises - Feux de forêt* déjà comprise dans l'information présentée à la page S20 FLI aux lignes suivantes :

Ligne 1 : Revenus sur les placements de portefeuille	26		\$
Ligne 2 : Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille d'investissement	27		\$
Ligne 3 : Autres revenus	28		\$
Ligne 5 : Créances douteuses - Radiation de prêts et de placements de portefeuille	29		\$
Ligne 6 : Créances douteuses - Variation de la provision pour moins-value	30		\$
Ligne 7 : Autres créances douteuses	31		\$
Ligne 9 : Autres charges	32		\$
Ligne 12 : Trésorerie et équivalents de trésorerie	33		\$
Ligne 13 : Placements de portefeuille	34		\$
Ligne 14 : Débiteurs	35		\$
Ligne 15 : Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement	36		\$
Ligne 16 : Provision pour moins-value	37		\$
Ligne 19 : Créditeurs et charges à payer	38		\$
Ligne 20 : Revenus reportés	39		\$
Ligne 21 : Dette à long terme	40		\$
Ligne 24 : Libres	41		\$
Ligne 25 : Supportant les engagements de prêts	42		\$
Ligne 26 : Supportant les garanties de prêts	43		\$

Les questions 6 à 15 s'appliquent aux municipalités locales seulement

6. La municipalité a-t-elle adopté un règlement concernant les dispositions suivantes :

a) le pouvoir d'imposer une contribution pour des fins de parcs et de terrains de jeux et la préservation d'espaces naturels en vertu du 3e paragraphe du 2e alinéa de l'article 117.1 LAU.

44

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024

45 _____ 6 \$

b) le pouvoir d'imposer des droits de mutation plus élevés à la partie de la valeur des transactions qui excède 500 000 \$ en vertu de l'article 2 de la Loi concernant les droits sur les mutations immobilières.

46

Si oui, indiquer le montant total des droits plus élevés perçu en 2024

47 _____ \$

c) le pouvoir d'imposer sur son territoire toute taxe municipale en vertu des articles 500.1 à 500.5 LCV (1000.1 à 1000.5 CM).

48

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024

49 _____ \$

Si oui, pour chaque taxe imposée, indiquer l'assiette, le montant de la taxe et le numéro de règlement :

d) le pouvoir d'imposer toute redevance pour contribuer au financement d'un régime de réglementation en vertu des articles 500.6 à 500.11 LCV (1000.6 à 1000.11 CM).

50

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024

51 _____ \$

Si oui, pour chaque redevance exigée, indiquer l'assiette, le montant de la redevance et le numéro de règlement :

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

- e) le pouvoir d'imposer une taxe basée sur la valeur de tout immeuble comportant un logement vacant ou sous-utilisé à des fins d'habitation en vertu de l'article 500.5.1 LCV (1000.5.1 CM).

52

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024

53 _____ \$

Si oui, pour chaque taxe imposée, indiquer l'assiette, le montant de la taxe et le numéro de règlement :

7. La municipalité a-t-elle compétence en matière d'évaluation foncière (article 5 LFM)?

54

Si oui, a-t-elle délégué l'exercice de sa compétence en matière d'évaluation à une MRC, à une autre municipalité ou à une communauté métropolitaine (article 195 LFM)?

55

Si oui, indiquer le nom des organismes parties à l'entente conclue à cet effet ainsi que la durée de l'entente :

8. La municipalité a-t-elle perçu des contributions monétaires en vertu :

- a) du paragraphe 1° du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation?

56

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024

57 _____ \$

- b) du paragraphe 2° du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation?

58

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024

59 _____ \$

Si oui, pour chaque contribution perçue, indiquer le montant de la contribution et le numéro de règlement :

9. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financière en vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)?

60

Si oui, indiquer les montants attribués pour l'exercice :

- a) crédits de taxes

61 _____ 167 672 \$

- b) autres formes d'aide

62 _____ \$

10. La municipalité a-t-elle conclu avec toute autre municipalité locale une entente relative au partage de certains revenus en vertu de l'article 95.2 LCM?

63

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024

64 _____ \$

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

11. La municipalité établit-elle un taux particulier à la catégorie des terrains vagues desservis supérieur au double du taux de base en vertu de l'article 244.49 LFM? 65
- Si oui, octroie-t-elle un crédit de taxe aux personnes ayant acquis, par succession, la propriété d'un terrain vague desservi ou d'une part indivise de celui-ci en vertu des articles 253.1 à 253.4 LFM? 66
- Si oui, indiquer le montant total crédité en 2024 67 _____ \$
12. Richesse foncière aux fins de la péréquation de 2024
- Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM selon le taux global de taxation réel non uniformisé de 2024 68 _____ 42 016 \$
13. Montant de l'aide financière reçue ou à recevoir en 2024 dans le cadre du *Volet entretien* du Programme d'aide à la voirie locale de la part du MTMD 69 _____ \$
- Total des frais encourus admissibles au volet Entretien :
- a) Dépenses de fonctionnement (excluant l'amortissement)
- Dépenses relatives à l'entretien d'hiver 70 _____ \$
 - Dépenses relatives à l'entretien d'été
 - Systèmes de sécurité 71 _____ \$
 - Chaussées pavées - entretien préventif 72 _____ \$
 - Chaussées pavées - entretien palliatif 73 _____ \$
 - Chaussées en gravier - entretien préventif 74 _____ \$
 - Chaussées en gravier - entretien palliatif 75 _____ \$
 - Systèmes de drainage 76 _____ \$
 - Abords de routes 77 _____ \$
 - Total des dépenses relatives à l'entretien d'été 78 _____ \$
- b) Dépenses d'investissement
- Dépenses relatives à l'entretien d'hiver 79 _____ \$
 - Dépenses relatives à l'entretien d'été 80 _____ \$
- c) Total des frais encourus admissibles 81 _____ \$
- d) Description des dépenses d'investissement
- Relatives à l'entretien d'hiver :
 - Relatives à l'entretien d'été :
- e) Si le total des frais encourus à la ligne 81 n'atteint pas 90 % du montant de l'aide financière versée en 2024 (ligne 69), veuillez fournir les justifications :
- f) Si le total des dépenses relatives à l'entretien d'été, fonctionnement et investissement (lignes 78 et 80), n'est pas au moins égal au 2/3 de l'aide versée en 2024 (ligne 69), veuillez en fournir les explications :

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Numéro et date de la résolution par laquelle le conseil municipal atteste de la véracité des frais encourus et du fait qu'ils l'ont été sur des **routes locales de niveaux 1 et 2** :

- a) Numéro de la résolution 82 _____
- b) Date d'adoption de la résolution 83 _____

14. La municipalité a-t-elle adopté un plan de sécurité civile dans lequel sont consignées des mesures de préparation aux sinistres établies conformément aux dispositions du *Règlement sur les procédures d'alerte et de mobilisation et les moyens de secours minimaux pour protéger la sécurité des personnes et des biens en cas de sinistre*?

84

Si oui, indiquer le numéro et la date de la résolution par laquelle le conseil municipal a adopté un plan de sécurité civile conforme aux dispositions de ce règlement :

- a) Numéro de la résolution 85 _____
- b) Date d'adoption de la résolution 86 _____

15. Règlement d'application de la *Loi visant à favoriser la protection des personnes par la mise en place d'un encadrement concernant les chiens* (RLRQ, chapitre P-38.002, r.1)

Signalements de blessures infligées par un chien au cours de l'année

- a) Nombre de signalements reçus d'un médecin vétérinaire (art. 2) 87 _____
- b) Nombre de signalements reçus d'un médecin (art. 3) 88 _____ 4

Examens par un médecin vétérinaire, déclarations de chiens potentiellement dangereux et ordonnances à l'égard des propriétaires ou gardiens de chiens, au cours de l'année

- c) Nombre de chiens soumis à l'examen d'un médecin vétérinaire (art. 5) 89 _____ 2
- d) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux par la municipalité qui, après avoir considéré le rapport du médecin vétérinaire ayant examiné le chien et évalué son état et sa dangerosité, est d'avis qu'il constitue un risque pour la santé ou la sécurité publique (art. 8) 90 _____ 2

- e) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux par la municipalité parce qu'il a mordu ou attaqué une personne ou un animal domestique et lui a infligé une blessure (art. 9) 91 _____

- f) Nombre de chiens euthanasiés parce qu'il a mordu ou attaqué une personne et a causé sa mort ou lui a infligé des blessures graves (art. 10) 92 _____

- g) Nombre de chiens euthanasiés puisque, de l'avis de la municipalité, les circonstances le justifiaient (art. 11) 93 _____

Normes relatives à l'encadrement et à la possession des chiens

- h) Nombre de chiens enregistrés auprès de la municipalité, peu importe leur poids (art. 16) 94 _____ 1 383

- i) Nombre total de chiens dont le poids est de plus 20 kg, enregistrés auprès de la municipalité (art. 16) 95 _____ 492

- j) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux enregistrés auprès de la municipalité (art. 16) 96 _____

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Règlement

- k) La municipalité a-t-elle un règlement municipal comprenant des normes plus sévères que celles prévues par le Règlement?

97

X

La question 16 s'applique aux MRC seulement

Taux global de taxation réel

Exercice terminé le 31 décembre 2024

Table des matières

Rapport de l'auditeur indépendant sur le taux global de taxation réel	1
Taux global de taxation réel	4

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL

À la trésorière de la Ville de Dolbeau-Mistassini,

Opinion

Nous avons effectué l'audit de l'état établissant le taux global de taxation réel (état) de la Ville de Dolbeau-Mistassini (Ville) de l'exercice terminé le 31 décembre 2024.

À notre avis, l'état ci-joint pour l'exercice terminé le 31 décembre 2024 a été préparé, dans tous ses aspects significatifs, conformément aux dispositions de la section III du chapitre XVIII.1 de la Loi sur la fiscalité municipale (L.R.Q., chapitre F-2.1) (exigences légales).

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit de l'état » du présent rapport. Nous sommes indépendants de la Ville conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à l'audit de l'état au Canada, et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Observations – Référentiel comptable

Nous attirons l'attention sur la section III du chapitre XVIII.1 de la Loi sur la fiscalité municipale (chapitre F-2.1) qui décrit le référentiel comptable appliqué. L'état a été préparé afin de permettre à la Ville de se conformer à l'article 105 de la Loi sur les cités et villes (L.R.Q., chapitre C-19). En conséquence, il est possible que l'état ne puisse se prêter à un usage autre. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

Responsabilité de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard de l'état

La direction est responsable de l'établissement de l'état conformément aux exigences légales, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'un état exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de la Ville.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit de l'état

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que l'état pris dans son ensemble est exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, individuellement ou collectivement, elles puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs de l'état prennent en se fondant sur celui-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL

- Nous identifions et évaluons les risques que l'état comporte des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- Nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la Ville;
- Nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

[Original signé par]

Mallette S.E.N.C.R.L., société de comptables professionnels agréés
CPA auditrice, permis de comptabilité publique no A119617
Dolbeau-Mistassini, Canada, le 12 mai 2025

TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

REVENUS ADMISSIBLES NON CONSOLIDÉS

Revenus de taxes	1	24 193 146
Total des crédits et dégrèvements relatifs uniquement aux taxes foncières, pris en compte dans les revenus de taxes	2	300 614
Ajouter		
Revenus de taxes de l'exercice 2024 provisionnés pour contestations d'évaluation foncière	3	
Crédits en vertu de l'article 92.1 de la Loi sur les compétences municipales	4	167 672
Déduire		
Taxes d'affaires	5	197 186
Taxes foncières imposées en vertu du 1 ^{er} alinéa de l'article 208 LFM	6	
Différence que l'on obtient en soustrayant du total des taxes sur les immeubles non résidentiels et industriels, le montant des revenus en application du taux de base	7	2 912 402
Taxes aux fins du financement des centres d'urgence 9-1-1	8	87 465
Autres taxes non reconnues aux fins du calcul du taux global de taxation réel	9	
Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel	10	21 163 765

ÉVALUATION DES IMMEUBLES IMPOSABLES

Évaluation des immeubles imposables au 1 ^{er} janvier 2024 en tenant compte de toutes modifications et mises à jour qui ont un effet à cette date	11	1 178 449 600
Évaluation des immeubles imposables au 31 décembre 2024 en tenant compte de toutes modifications et mises à jour qui ont un effet à cette date	12	1 186 429 650
Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel (Somme des lignes 11 et 12, le tout divisé par 2)	13	1 182 439 625

TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL DE 2024 (Ligne 10 ÷ ligne 13 x 100)	14	1,7898 / 100 \$
--	----	------------------------

QUESTIONNAIRE ADMINISTRATIF
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité**OUI****NON**

1. Est-ce que le rapport financier est consolidé?

1

Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats. S'il n'y a pas de consolidation ligne par ligne mais uniquement la comptabilisation d'entreprises municipales ou de partenariats commerciaux selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation, cochez « Non ».

Si oui, les *Normes comptables pour le secteur public* exigent que l'état des résultats et l'état de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) comportent une comparaison avec les résultats prévus au budget sur une base consolidée, sauf si les renseignements budgétaires relatifs aux organismes consolidés permettant de constituer un budget consolidé ne sont pas disponibles. Est-ce que l'organisme municipal présente le budget consolidé?

2

2. La présentation du budget étant facultative aux pages S27 et S28 du rapport financier, et aux pages S39 et S41 (si applicable) des autres renseignements financiers non audités, est-ce que l'organisme municipal souhaite y présenter le budget?

3

Les questions 3 à 5 s'appliquent aux MRC et aux municipalités exerçant certaines compétences de MRC seulement.

3. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local d'investissement (FLI)?
4. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local de solidarité (FLS)?
5. La MRC ou la municipalité a-t-elle signé avec le MRNF une entente de délégation de la gestion de certains droits fonciers et de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier sur les terres du domaine de l'État?

4 5 6

La question 6 s'applique aux municipalités de 100 000 et plus, aux sociétés de transport en commun, ainsi qu'aux régies intermunicipales concernées.

6. Le vérificateur général émet-il un rapport d'audit sur le rapport financier?
- Si oui, émet-il un rapport conjoint avec l'auditeur indépendant?

7 8

Les questions 7 et 8 s'appliquent aux municipalités avec agglomération seulement.

ATTESTATION DE TRANSMISSION ET DE CONSENTEMENT À LA DIFFUSION

- J'atteste que le présent rapport financier consolidé transmis au ministère des Affaires municipales et de l'Habitation conformément à la procédure établie par celui-ci, a été déposé au conseil à la date indiquée ci-dessous.
- Je certifie que les informations, les rapports d'audit et l'attestation du trésorier ou du greffier-trésorier transmis de façon électronique au Ministère sont conformes à ceux déposés lors de la séance du conseil, le cas échéant, et que les copies originales signées de ces rapports et de l'attestation sont détenues par le présent organisme transmetteur.
- Je consens à la diffusion intégrale par le Ministère du rapport financier, des rapports d'audit et de tout autre document, tel que transmis, pour une durée illimitée et de la manière jugée appropriée par le Ministère. Je confirme également détenir les autorisations nécessaires, notamment celle(s) de l'auditeur (des auditeurs) obtenue(s) selon les modalités prévues dans la mission d'audit.

Date de dépôt au conseil : 2025-05-13

Nom du signataire : Madame Suzy Gagnon

Fonction du signataire : Directrice des finances et trésorière

Date de transmission au Ministère : 2025-05-13

Date et heure de la dernière modification : 2025-05-13 08:33

Sommaire de l'information financière consolidée

Exercice terminé le 31 décembre 2024

Ce sommaire de l'information financière est extrait automatiquement du rapport financier consolidé déposé au conseil et attesté par le trésorier, sans possibilité de modifications.

SOMMAIRE DES RÉSULTATS À DES FINS FISCALES CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

	Réalizations 2023		Budget 2024		Réalizations 2024	
	Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé ¹
Revenus						
Fonctionnement	1	31 034 134	31 367 330	32 785 304	1 439 582	33 748 128
Investissement	2	4 213 375		6 606 741		6 606 741
	3	35 247 509	31 367 330	39 392 045	1 439 582	40 354 869
Charges	4	31 450 805	33 776 811	33 473 815	1 415 272	34 412 329
Excédent (déficit) lié aux activités	5	3 796 704	(2 409 481)	5 918 230	24 310	5 942 540
Moins : revenus d'investissement	6	(4 213 375)	()	(6 606 741)	()	(6 606 741)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	7	(416 671)	(2 409 481)	(688 511)	24 310	(664 201)
Éléments de conciliation à des fins fiscales						
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés	8	4 834 717	4 985 903	4 985 903	5 103	4 991 006
Financement à long terme des activités de fonctionnement	9	18 781	80 919	65 987		65 987
Remboursement de la dette à long terme	10	(2 083 674)	(2 075 041)	(2 095 371)	()	(2 095 371)
Affectations						
Activités d'investissement	11	(870 695)	(552 252)	(1 601 174)	()	(1 601 174)
Excédent (déficit) accumulé	12	(295 939)	(30 048)	159 863		159 863
Autres éléments de conciliation	13	283 650		1 106 736		1 106 736
	14	1 886 840	2 409 481	2 621 944	5 103	2 627 047
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	15	1 470 169		1 933 433	29 413	1 962 846

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

Extrait du rapport financier, pages S12 et S13

SOMMAIRE DE LA SITUATION FINANCIÈRE CONSOLIDÉE
AU 31 DÉCEMBRE 2024

		2023	2024	2023
		Administration municipale	Administration municipale	Total consolidé
Actifs financiers				
Trésorerie et équivalents de trésorerie	1	1 024 365	777 434	1 411 999
Débiteurs	2	22 919 494	26 332 662	26 339 174
Prêts	3			
Placements de portefeuille	4			
Autres	5	1 805 012	1 670 590	1 670 590
	6	25 748 871	28 780 686	29 421 763
Passifs				
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	7			
Emprunts temporaires	8	3 000 000	2 500 000	2 500 000
Créditeurs et charges à payer	9	4 785 084	6 179 224	6 103 131
Revenus reportés	10	261 385	262 578	549 917
Dette à long terme	11	36 880 097	38 443 848	38 443 848
Passif au titre des avantages sociaux futurs	12			
Autres	13			
	14	44 926 566	47 385 650	47 596 896
Actifs financiers nets (dette nette)	15	(19 177 695)	(18 604 964)	(18 175 133)
Actifs non financiers				
Immobilisations corporelles	16	115 249 037	119 982 581	119 999 007
Autres	17	1 642 603	2 254 558	2 274 269
	18	116 891 640	122 237 139	122 273 276
Excédent (déficit) accumulé				
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	19	3 092 546	4 670 105	4 850 883
Excédent de fonctionnement affecté	20	884 223	511 415	780 179
Réserves financières et fonds réservés	21	1 507 418	1 120 616	1 120 616
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	22 (	41 131)(	46 748)(	46 748)(
Financement des investissements en cours	23	(4 185 565)	(2 527 272)	(2 527 272)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24	96 456 454	99 904 059	99 920 485
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	25			
	26	97 713 945	103 632 175	104 098 143

Extrait du rapport financier, pages S8, S15 et S23

**DÉTAIL DE L'EXCÉDENT DE FONCTIONNEMENT AFFECTÉ, DES RÉSERVES FINANCIÈRES
ET DES FONDS RÉSERVÉS CONSOLIDÉS
AU 31 DÉCEMBRE 2024**

		2024	2023
Excédent de fonctionnement affecté			
Administration municipale			
▪ Programme d'aide financière aux entreprises	1.1	100 000	100 000
▪ Réfection rues, trottoirs et autres #1893-22	1.2	211 097	226 528
▪ Projets spéciaux #1895-22	1.3		30 398
▪ Finition de rues #1892-22	1.4		27 297
▪ Achat machineries #1917-23	1.5		210 762
▪ Travaux divers sur immeubles #1918-23	1.6	160 318	189 185
▪ Réfection de rues, trottoirs et autres #1919-23	1.7	40 000	40 000
▪ Projets spéciaux #1920-23	1.8		60 053
	2	511 415	884 223
Organismes contrôlés et partenariats ¹	3	268 764	260 974
	4	780 179	1 145 197
Réserves financières et fonds réservés			
Réserves financières - Administration municipale			
▪ Fonds CSI	5.1	88 391	99 925
▪ Réfection hôtel de ville	5.2	50 000	201 666
▪ CALQ	5.3	7 650	7 650
▪ Vidange des étangs	5.4	102 800	256 779
▪ Génératrice - usine	5.5		234 652
Réserves financières - Organismes contrôlés et partenariats	6		
Fonds réservés			
Fonds de roulement			
Administration municipale	7	62 677	110 258
Organismes contrôlés et partenariats	8		
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés			
Administration municipale	9	719 098	536 488
Organismes contrôlés et partenariats	10		
Fonds local d'investissement	11		
Fonds local de solidarité	12		
Fonds réservé aux dépenses liées à la tenue d'une élection	13	90 000	60 000
Autres			
▪	14.1		
	15	1 120 616	1 507 418
	16	1 900 795	2 652 615

1. Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés et partenariats.

Extrait du rapport financier, page S23

SOMMAIRE DE L'ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME AU 31 DÉCEMBRE 2024

		2024
Endettement net à long terme de l'administration municipale	1	24 633 456
Endettement total net à long terme (compte tenu de l'agglomération s'il y a lieu)	2	37 244 625
<i>Extrait des Autres renseignements financiers non audités, page S25</i>		

SOMMAIRE DE L'ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME CONSOLIDÉE AU 31 DÉCEMBRE 2024

		2024 Total consolidé	2023 Total consolidé
Dette à long terme à la charge de l'organisme municipal			
Emprunts refinancés par anticipation	3		
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette	4		
Montant à la charge de l'ensemble des contribuables	5	15 422 513	16 150 874
Montant à la charge d'une partie des contribuables	6	7 148 902	5 276 314
Dette à long terme à la charge des tiers			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	7	15 858 686	15 446 823
Gouvernement du Canada et ses entreprises	8		
Autres	9	253 867	226 446
Dette en cours de refinancement / Reclassement / Redressement	10		
	11	38 683 968	37 100 457

Extrait des Autres renseignements financiers non audités, page S37

SOMMAIRE DES REVENUS CONSOLIDÉS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Réalizations 2023	Budget 2024	Réalizations 2024	
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Total consolidé
Fonctionnement					
Taxes	12	22 814 322	23 603 838	24 193 146	24 193 146
Compensations tenant lieu de taxes	13	1 550 973	1 619 237	1 634 021	1 634 021
Quotes-parts	14				
Transferts	15	1 822 138	2 685 903	2 786 162	2 786 162
Services rendus	16	2 830 180	2 595 407	2 749 558	3 712 382
Imposition de droits, amendes et pénalités, revenus de placements de portefeuille	17	828 355	621 695	884 603	884 603
Autres	18	1 188 166	241 250	537 814	537 814
	19	31 034 134	31 367 330	32 785 304	33 748 128
Investissement					
Taxes	20				
Quotes-parts	21				
Transferts	22	3 412 296		5 913 144	5 913 144
Autres	23	801 079		693 597	693 597
	24	4 213 375		6 606 741	6 606 741
	25	35 247 509	31 367 330	39 392 045	40 354 869

Extrait du rapport financier, page S12

SOMMAIRE DES CHARGES CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2024	Réalizations 2024			Réalizations	Réalizations
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2024	2023
Administration générale	1	4 792 541	4 657 295	124 260	4 781 555	4 777 692	4 729 085
Sécurité publique							
Police	2	1 833 661	1 840 319		1 840 319	1 840 319	1 791 309
Sécurité incendie	3	1 929 362	2 034 143	322 473	2 356 616	2 356 616	2 260 735
Autres	4	269 379	251 060		251 060	251 060	202 289
Transport							
Réseau routier	5	5 116 251	5 309 527	1 672 747	6 982 274	6 982 274	6 389 099
Transport collectif	6	123 122	123 123		123 123	123 123	98 736
Autres	7						
Hygiène du milieu							
Eau et égout	8	4 219 715	4 173 410	1 370 233	5 543 643	5 543 643	4 796 691
Matières résiduelles	9	1 888 440	1 896 817		1 896 817	1 896 817	1 825 725
Autres	10						
Santé et bien-être	11	96 000	82 371		82 371	82 371	83 764
Aménagement, urbanisme et développement							
Aménagement, urbanisme et zonage	12	818 975	793 796	44 848	838 644	838 644	730 939
Promotion et développement économique	13	1 195 119	926 084		926 084	926 084	1 033 027
Autres	14						
Loisirs et culture	15	5 217 645	5 234 796	1 451 342	6 686 138	7 609 082	7 353 299
Réseau d'électricité	16						
Frais de financement	17	1 290 698	1 165 171		1 165 171	1 184 604	985 178
Effet net des opérations de restructuration	18						
	19	28 790 908	28 487 912	4 985 903	33 473 815	34 412 329	32 279 876
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés	20	4 985 903	4 985 903 (	4 985 903)			
	21	33 776 811	33 473 815		33 473 815	34 412 329	32 279 876

Extrait du rapport financier, page S28

SOMMAIRE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES CONSOLIDÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Réalizations 2023	Réalizations 2024		Total consolidé ¹
		Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	
Revenus d'investissement	1	4 213 375	6 606 741		6 606 741
Éléments de conciliation à des fins fiscales					
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés - Acquisition	2 (	7 680 708)(	10 629 164)(	)	( 10 629 164)
Autres investissements - Émission ou acquisition	3 (	249 317)(	62 597)(	)	( 62 597)
Financement à long terme des activités d'investissement	4	1 182 096	3 173 611		3 173 611
Affectations					
Activités de fonctionnement	5	870 695	1 601 174		1 601 174
Excédent accumulé	6	722 861	1 151 136		1 151 136
	7	(5 154 373)	(4 765 840)		(4 765 840)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	8	(940 998)	1 840 901		1 840 901

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

Extrait du rapport financier, page S14